

# Actes du séminaire international Insecurité en Haïti et construction de nouveaux paradigmes

Mexico, 22 et 23 octobre 2024

Carlos Alba Vega  
Randolph Gilbert  
Gustavo Vega Cánovas

Coordinateurs



NATIONS UNIES

CEPALC

**EL COLEGIO  
DE MÉXICO**

 **Red de Estudios**  
sobre **Desigualdades**  
de El Colegio de México

Seminario sobre  
**TRABAJO Y**  
**DESIGUALDADES** 

# Thank you for your interest in this ECLAC publication



UNITED NATIONS



Please register if you would like to receive information on our editorial products and activities. When you register, you may specify your particular areas of interest and you will gain access to our products in other formats.

[Register](#)

---

Click on the link below for our social networks and other channels for accessing our publications:

 <https://bit.ly/m/CEPAL>



# Actes du séminaire international Insecurité en Haïti et construction de nouveaux paradigmes

Mexico, 22 et 23 octobre 2024

Carlos Alba Vega  
Randolph Gilbert  
Gustavo Vega Cánovas

Coordinateurs



NATIONS UNIES

CEPALC

**EL COLEGIO  
DE MÉXICO**

 **Red de Estudios**  
sobre **Desigualdades**  
de El Colegio de México

Seminario sobre  
**TRABAJO Y**  
**DESIGUALDADES** 

Ce document résume les présentations et interventions des experts qui ont participé au séminaire international Insécurité en Haïti et construction de nouveaux paradigmes, tenu à Mexico, les 22 et 23 octobre 2024.

Les opinions exprimées dans ce document, qui est une traduction non officielle d'un texte original espagnol qui n'a pas été formellement édité, relèvent de la seule responsabilité des auteurs et peuvent ne pas coïncider avec celles de l'Organisation ou des pays qu'elle représente.

Publication des Nations Unies  
LC/MEX/TS.2025/12  
Distribution : L  
Droits d'auteur © Nations Unies, 2025  
Tous droits réservés  
Imprimé aux Nations Unies, Santiago

Cette publication doit être citée comme suit : Alba Vega, C., Gilbert, R. et Vega Cánovas, G. (Coords.). (2025). *Actes du séminaire international Insécurité en Haïti et construction de nouveaux paradigmes* (LC/MEX/TS.2025/12). Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes.

L'autorisation de reproduire totalement ou partiellement cet ouvrage doit être demandée à la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), Division des documents et des publications, publicaciones.cepal@un.org. Cet ouvrage peut être reproduit par les États Membres de l'Organisation des Nations Unies et leurs institutions gouvernementales sans autorisation préalable. Ceux-ci sont seulement priés de mentionner la source et d'informer la CEPALC d'une telle reproduction.

## Table des matières

Résumé analytique .....	5
Introduction.....	7
<i>Randolph Gilbert, Carlos Alba Vega et Gustavo Vega Cánovas</i>	
I. <b>Ouverture</b> .....	9
<i>Silvia Giorguli et Jorge Mario Martínez Piva</i>	
II. <b>Groupe 1. Séance matinale du 22 octobre 2024</b> .....	11
A. Insécurité, gouvernance et état de droit en Haïti, sommes-nous sur la bonne voie ?.....	11
<i>Jacky Lumarque</i>	
B. La situation politique en Haïti et la question de l'insécurité .....	12
<i>Sabine Manigat</i>	
C. La situation politique en Haïti et la question de l'insécurité .....	14
<i>Nelson Sylvestre</i>	
D. Un regard sur l'insécurité en Haïti à la lumière de l'expérience mexicaine.....	14
<i>Sergio Aguayo</i>	
III. <b>Commentaires sur le groupe 1</b> .....	17
A. Perspectives pour faire face à l'insécurité .....	17
<i>Jean Eddy Saint Paul</i>	
B. La triple crise.....	18
<i>Neydi Cruz</i>	
C. Les axes pour l'analyse de l'insécurité .....	18
<i>Stephen Baranyi</i>	
D. Questions cruciales .....	19
<i>Peter Hakim</i>	
E. La coopération avec Haïti.....	19
<i>Ernesto Campos Tenorio</i>	
IV. <b>Groupe 2. Séance du soir du 22 octobre 2024</b> .....	21
A. Histoire et société : hypothèses pour l'avenir .....	21
<i>Jean Casimir</i>	
B. La coopération internationale en Haïti : la construction de nouveaux paradigmes.....	22
<i>Glodel Mezilas</i>	
C. Souveraineté du mal : comprendre le terrorisme sexiste en Haïti.....	23
<i>Sabine Lamour</i>	

D.	La (in)sécurité en Haïti en termes de : genèse, discours, dynamiques et réformes.....	24
	<i>Roberson Édouard</i>	
<b>V.</b>	<b>Commentaires sur le groupe 2</b> .....	25
A.	Besoin de réorientation de la coopération internationale.....	25
	<i>Daniel Alberto Cámara Ávalos</i>	
B.	Les femmes haïtiennes, l'inégalité et le pouvoir .....	26
	<i>Rosario Aparicio</i>	
C.	Repenser un nouveau paradigme de coopération.....	27
	<i>Gabriela Sánchez Gutiérrez</i>	
<b>VI.</b>	<b>Groupe 3. Séance matinale du 23 octobre 2024</b> .....	29
A.	Haïti : les défis de l'espoir... le pourquoi d'une utopie et d'un pari gagnant .....	29
	<i>Randolph Gilbert</i>	
B.	Haïti : la pauvreté, l'inégalité et la faiblesse institutionnelle à l'origine de l'insécurité ?.....	30
	<i>Bénédictine Paul</i>	
C.	Le défi posé par les migrations internationales dans la région de l'Amérique latine : le cas de la population haïtienne au Chili.....	31
	<i>Silvia Giorguli</i>	
D.	Justice transitionnelle : quelles opportunités pour la réconciliation et la prévention de l'insécurité en Haïti ?.....	32
	<i>Youdeline Chérizard</i>	
E.	Un récit d'espoir pour Haïti : pourquoi le revendiquer et comment le construire ? .....	33
	<i>Charles Clermont</i>	
<b>VII.</b>	<b>Commentaires sur le groupe 3</b> .....	35
A.	La migration et la situation économique, politique et sociale d'Haïti.....	35
	<i>Schwarz Coulange Meroné</i>	
B.	Un plaidoyer pour la reconnaissance de la fraternité, de la dignité, de la résistance et de l'apprentissage dans la recherche de l'espoir.....	36
	<i>Adalberto Saviñón Díez de Sollano</i>	
<b>VIII.</b>	<b>Clôture</b> .....	37
	<b>Annexes</b> .....	39
Annexe 1	Photographie. Participants et participantes au séminaire : clôture.....	40
Annexe 2	Liste des intervenants et intervenantes du séminaire .....	41

## Résumé analytique

Le Colegio de México et la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) ont organisé le Séminaire international Insécurité en Haïti et la construction de nouveaux paradigmes à Mexico, les 22 et 23 octobre, afin d'approfondir la question concernant les défis critiques auxquels est confronté ce pays de la Caraïbe.

Cette rencontre s'est caractérisée par son approche interdisciplinaire, interinstitutionnelle et internationale. Elle a réuni diverses institutions, en plus des organisateurs, parmi lesquelles l'Agence Mexicaine de Coopération Internationale pour le Développement (AMEXCID), l'Université d'Ottawa, l'Dialogue interaméricain, le Ministère des affaires étrangères et des cultes d'Haïti, le Barreau des Avocats de Gonaïves-Haïti, Kafou Lespwa, le Centre Lindavista et l'Institut de Recherches Dr. José María Luis Mora, entre autres.

Ce séminaire fait suite à la Conférence internationale sur l'insécurité en Haïti, tenue en juin 2023<sup>1</sup>, et s'inscrit dans le cadre des efforts conjoints que les deux institutions ont entrepris depuis plus d'une décennie pour favoriser une relation de coopération dans divers domaines, et qui a permis d'organiser des congrès, des ateliers de travail, des cours et des séminaires. Quelques-uns des résultats de cette collaboration ont été présentés dans des publications du Colegio de México, tels que les livres *Haití y México, hacia una nueva política de cooperación* ; ou *Haití : sociedad, migraciones y desarrollo*, et *Haití : historias et rêves : société, art et culture*. Les deux premiers livres sont disponibles en espagnol et le dernier en espagnol et en français.

Pour approfondir la question des défis critiques auxquels est confronté ce pays de la Caraïbe, le séminaire a adopté une approche double : en premier lieu, il effectue une analyse des racines historiques, socio-économiques, géopolitiques et culturelles qui alimentent l'insécurité et le retard rencontré ; puis il offre une vision qui met en avant de nouveaux modèles de développement économique et social. Cette dernière approche propose de s'éloigner des récits fatalistes, afin de produire un espace de discussion pour la recherche de solutions viables. Pour ce faire, les discussions ont mis en avant le rôle crucial que jouent les institutions académiques et de la société civile dans l'analyse de l'insécurité sous différents angles, grâce à leurs recherches critiques et empiriques, qui proposent des pratiques alternatives de

---

<sup>1</sup> Réalisée les 28 et 29 juin 2023 en Haïti, à l'initiative de l'Université Quisqueya d'Haïti (UNIQ) et avec la participation d'autres acteurs (Universités Publiques en Région (UPR, Haïti), Université d'Ottawa, Dialogue interaméricain).

coopération internationale, ainsi que la mise en œuvre de politiques publiques nécessaires pour appuyer une reprise économique locale, nationale et régionale.

Au cours de l'événement, des questions prioritaires tels que la reprise économique, le renforcement institutionnel et les modèles de sécurité et de démocratie ont été soulevés, qui soulignent la nécessité urgente d'une collaboration internationale active. Un appel a également été lancé à la communauté internationale pour intensifier son soutien à Haïti, pays qui partage des réalités historiques et sociales avec ses voisins de la Caraïbe.

Dans l'avenir, les institutions participantes aspirent à renforcer les liens entre El Colegio de México et ses institutions homologues haïtiennes, tels que l'Université Quisqueya et l'Université d'État d'Haïti. L'importance de continuer à aborder des questions clés telles que la migration, la contribution historique d'Haïti aux indépendances des pays de l'Amérique latine et la diffusion des résultats du programme « 300 bourses pour Haïti » a également été soulevée. Enfin, il a été envisagé d'institutionnaliser ces rencontres afin d'avoir un espace régulier de collaboration et de dialogue, visant à construire un avenir sûr et prospère pour la population haïtienne.

## Introduction

*Randolph Gilbert<sup>2</sup>  
Carlos Alba Vega<sup>3</sup>  
Gustavo Vega Cánovas<sup>4</sup>*

Pour commencer, Randolph Gilbert, point focal pour Haïti à la CEPALC, a exprimé sa profonde gratitude envers le Colegio de México, en particulier envers les professeurs Carlos Alba et Gustavo Vega Cánovas pour leur dévouement au renforcement des liens de coopération. Cet événement veut également rendre hommage à ceux qui en inspirent l'esprit, même absents. Parmi ceux-là, il faut citer l'économiste et homme politique haïtien Gérard Pierre-Charles, décédé en 2004, et l'historienne et militante Suzy Castor, qui par leurs travaux ont contribué au développement d'Haïti, à travers la Fondation Gérard Pierre-Charles, inaugurée en 2007.

Les universitaires du Colegio de México, qui ont appuyé la question d'Haïti au sein de l'agenda de l'institution, ont souligné que leur collaboration avec la CEPALC, fruit d'un accord de coopération, a déjà 17 ans et précède le tremblement de terre de 2010. Dans le cadre de ces efforts interinstitutionnels, ils ont souligné que Randolph Gilbert est une figure clé, qui a facilité les connexions et les ressources en Haïti. De plus, ce travail a bénéficié du soutien inestimable du Centre international de recherche pour le développement du Canada (IRDC) et de la Open Society Foundations.

Ce séminaire a également été rendu possible grâce à l'engagement interne de la CEPALC et du Colegio de México, ainsi qu'au soutien du Réseau d'études sur les inégalités et de la Direction des publications de l'institution académique.

La coopération entre le Colegio de México et la CEPALC a été une coopération soutenue et multiforme, non conjoncturelle, stimulée par divers projets conjoints et la signature d'un accord formel. Les actions du Colegio se sont centrées sur des sujets tels que les inégalités, la pauvreté, la migration, les envois de fonds et la sécurité alimentaire.

---

<sup>2</sup> Coordonnateur et point focal pour Haïti au Siège sous-régional de la CEPALC au Mexique.

<sup>3</sup> Professeur-chercheur au Colegio de México.

<sup>4</sup> Professeur-chercheur au Colegio de México.

Il faut aussi souligner des initiatives telles que les rencontres entre la diaspora mexicaine et haïtienne à Zacatecas, afin d'échanger leurs expériences autour des transferts d'argent pour le développement local dans les régions de migration des deux pays. En outre, le Colegio de México a reçu des étudiants haïtiens boursiers du gouvernement mexicain pour des études de premier cycle et de troisième cycle. Actuellement, le programme des « 300 bourses pour Haïti » fait l'objet d'une évaluation à travers un suivi de ceux qui en ont bénéficié, moyennant une analyse des réalisations, des défis et de l'impact de cette forme stratégique de coopération.

Le Colegio de México a également participé à des études sur la coopération Sud-Sud d'Haïti avec le Brésil, le Chili et le Mexique, et a appuyé la création d'un consortium d'universités mexicaines qui ont participé à des cours d'hiver en Haïti. La plupart des sujets abordés par le Colegio de México sont directement tirés des sujets clés du séminaire, tels que l'insécurité alimentaire, sanitaire et économique.

Ce séminaire, comme la conférence organisée en 2023 par l'Université Quisqueya, lance un appel urgent aux institutions et à la communauté internationale pour analyser les causes historiques de l'inégalité, de l'extrême pauvreté et de l'exclusion en Haïti sous de multiples angles. Les travaux présentés ici sont d'une grande pertinence et visent à explorer les racines de l'insécurité et le type de coopération nécessaire pour renforcer les capacités, contribuer à la paix et à la sécurité du peuple haïtien et appuyer la construction démocratique du pays.

En définitive, ce séminaire se veut un signal d'espoir, et notre engagement à sa réalisation reflète bien cela, malgré un report dû aux récents événements d'insécurité en Haïti.

## I. Ouverture

*Silvia Giorguli<sup>5</sup>  
Jorge Mario Martínez Piva<sup>6</sup>*

Le Colegio de México a eu l'honneur d'accueillir cet espace de dialogue et de réflexion sur de nouveaux paradigmes pour le développement d'Haïti. Ce sujet est un thème central de son programme de coopération et de recherche depuis plus d'une décennie, mené par les professeurs et chercheurs Carlos Alba et Gustavo Vega Cánovas, et renforcé par le soutien stratégique de Randolph Gilbert par le biais de la CEPALC.

Pour les professeurs titulaires du Colegio de México et de la CEPALC, cet événement renouvelle leur engagement envers Haïti, en adoptant une approche double : une analyse diagnostic des racines historiques de la crise de l'insécurité en Haïti, ainsi qu'une vision prospective qui ouvre de nouvelles voies à l'espoir, en s'éloignant des récits fatalistes et en offrant une reconnaissance à la résilience de sa culture, comme l'exemple de l'art haïtien, symbole d'un avenir prometteur. Dans cette vision, l'éducation et la culture apparaissent comme des piliers stratégiques pour construire des modèles intégraux de développement économique, social, politique et institutionnel.

Le Colegio de México a fait remarquer que son travail sur Haïti a été rendu possible grâce à la collaboration de la CEPALC et de ses liens académiques avec l'Université Quisqueya, l'Université d'Ottawa et l'Dialogue interaméricain, ainsi qu'au soutien financier de la Open Society Foundations pour l'organisation de cet événement.

Le siège sous-régional de la CEPALC au Mexique a souligné, lui, que cette rencontre est le résultat d'une collaboration soutenue avec le Colegio de México, depuis la signature de leur accord de collaboration de 2008. Pour la CEPALC, Haïti représente une mission essentielle dans la région<sup>7</sup>, articulée autour de deux questions fondamentales : que faut-il faire, et comment devons-nous le faire ? Guidée par ces questions, la CEPALC a travaillé en Haïti, à travers des alliances stratégiques dans divers domaines,

---

<sup>5</sup> Présidente du Colegio de México.

<sup>6</sup> Responsable du siège sous-régional de la CEPALC au Mexique.

<sup>7</sup> Le siège sous-régional du Mexique a été créé en 1951 et dessert 10 pays : Costa Rica, Cuba, Le Salvador, Guatemala, Haïti, Honduras, Mexique, Nicaragua, Panama et la République Dominicaine.

par exemple: i) la coopération internationale avec le Colegio de México sur les questions de la migration, les transferts de fonds, la sécurité alimentaire et l'art haïtien; ii) la coopération Sud-Sud avec l'Institut de recherche Dr. José María Luis Mora; et iii) le renforcement des capacités statistiques, aux côtés de l'Institut national de statistique et de géographie (INEGI), afin d'élaborer un indicateur économique de conjoncture.

Dans leur effort pour transformer les paradigmes de la coopération, la CEPALC et le Colegio de México ont encouragé le dialogue non seulement dans le monde académique, mais aussi au sein des secteurs gouvernementaux, en travaillant avec le Ministère de l'Economie et des Finances, le Ministère des affaires sociales et du Travail, et la Banque de la République d'Haïti, entre autres.

Avec cet événement, les institutions organisatrices lancent un appel urgent à la communauté universitaire, à la société civile et à la communauté internationale pour qu'elles concentrent leurs efforts autour des facteurs qui perpétuent l'inégalité, la pauvreté et l'insécurité en Haïti. Étant donné les ressources limitées, il est essentiel de donner la priorité aux efforts et aux actions conjointes, significatives et orientées vers les besoins urgents d'Haïti.

## II. Groupe 1. Séance matinale du 22 octobre 2024

### A. Insécurité, gouvernance et état de droit en Haïti, sommes-nous sur la bonne voie ?

*Jacky Lumarque<sup>8</sup>*

Ce séminaire a été un espace enrichissant qui a permis d'explorer de nouvelles voies et d'entendre des perspectives diverses sur la situation en Haïti. Un défi intellectuel qui pose des questions pour lesquelles il n'y a pas de réponses simples, et des problèmes très complexes. La question qui a donné son titre à cette conférence est profondément pertinente pour chaque Haïtien dans sa vie quotidienne. Cependant, comme il a été dit, faire face à cette réalité demande des efforts durables et de grande envergure, au-delà des échanges d'idées occasionnels.

Pour arriver à des solutions efficaces, il est essentiel de mobiliser un large éventail d'acteurs : le secteur privé, les mouvements de femmes et de jeunes, les secteurs religieux, les décideurs, et en particulier, les institutions éducatives. Ces dernières, à travers leur responsabilité sociale universitaire, jouent un rôle crucial dans le développement de réponses adaptées aux besoins de la société haïtienne.

La question de l'insécurité en Haïti ne découle pas seulement d'une crise sécuritaire, mais aussi d'une profonde crise de représentativité politique. Les dirigeants manquent de liens solides avec les bases constitutionnelles, juridiques et politiques du pays. L'assassinat du président Jovenel Moïse est le reflet de cette crise de l'État, où le pouvoir formel a été remplacé par un « non-État » ou un État informel, aux mains de groupes criminels qui exercent un contrôle sur la justice et la vie quotidienne du pays. Cet « État informel » entretient une économie de l'insécurité, une situation sans précédent dans l'histoire d'Haïti.

Au milieu de ce chaos, la communauté internationale semble s'adapter à la situation en adoptant des mesures de mitigation et d'optimisation. Dans ce scénario, une question se pose à la société haïtienne, à savoir : est-il possible de sortir de cette situation, et si oui, comment y arriver ?

Haïti est un pays unique en termes de capacité à défier les conventions ; son histoire est pleine d'événements exceptionnels qui génèrent de nouveaux paradigmes. Dans cette réalité chaotique, des dynamiques émergent qui pourraient être anticipatoires de problèmes similaires dans d'autres contextes,

---

<sup>8</sup> Recteur de l'Université Quisqueya depuis 2007.

faisant d'Haïti une sorte de « terre de prémisses ». Son indépendance, née d'une révolution singulière en Occident, illustre bien cette caractéristique.

La Déclaration de La Saline de 2018, appuyée par l'Université Quisqueya, l'Université Notre-Dame d'Haïti et le Réseau National de Défense des Droits de l'Homme (RNDDH), est un exemple de la capacité des institutions académiques et de défense des droits de l'homme à produire des changements. Ce document a donné de la visibilité au massacre perpétré dans le quartier de La Saline et a exigé une voie claire de réparation pour les victimes. Cependant, le séminaire met en garde contre le « risque de banalisation », dans ce contexte de violence dans lequel les massacres et les crimes font partie de la vie quotidienne et où la passivité de la police contribue à perpétuer cette situation, suscitant des doutes sur l'efficacité du modèle de gouvernance.

Parler d'insécurité en Haïti implique de reconnaître la fragilité du pays face à de multiples menaces. Ce phénomène demande une analyse à partir de perspectives interdisciplinaires telles que la défense, la sécurité nationale, la santé publique, le droit, la criminologie et la sociologie. L'insécurité en Haïti n'est pas un problème isolé ; elle est alimentée par des facteurs tels que le trafic de stupéfiants et d'armes, la traite d'êtres humains, les attaques contre les institutions, la contrebande, la vente de médicaments de contrefaçon et les catastrophes naturelles.

Ces enjeux font ressortir la nécessité de prendre en compte la sécurité dans toutes ses dimensions : nationale, humaine et sociétale. La sécurité nationale touche à la souveraineté de l'État et à l'intégrité des citoyens, la sécurité humaine elle comprend les risques tels que les catastrophes naturelles et les famines, et l'insécurité sociétale menace l'identité et la cohésion sociale du pays.

La gouvernance de la sécurité en Haïti doit viser à satisfaire les besoins fondamentaux des citoyens : protection publique, sécurité des biens, accès à l'information, lutte contre la corruption, efficacité du système judiciaire et bon fonctionnement du marché. Cependant, les réformes incitées de l'extérieur, telles que l'ajustement structurel de 1982 et les politiques de déréglementation, ont affaibli l'État, éliminant même les structures minimales de gouvernance existantes. À cet égard, Jacky Lumarque souligne que « tout au long de son histoire, Haïti n'a jamais souffert d'un excès d'État, mais plutôt de trop peu d'État, de manque d'État et même d'absence d'État, du moins pour la majeure partie de la population ».

La relation entre l'insécurité et l'abandon de l'État produit un cycle dans lequel l'État devient une entité hostile pour une société négligée. Briser ce cercle vicieux demande que les acteurs locaux trouvent des solutions, et potentiellement, établissent des collaborations avec d'autres pays qui connaissent des défis similaires, comme le Mexique, dans leur lutte contre le crime organisé international.

Ce séminaire en appelle à la responsabilité de tous les acteurs pour reconstruire le capital humain, mettre en œuvre une justice transitionnelle et encourager la communauté internationale à écouter les demandes du peuple haïtien. Le temps est venu d'unir nos efforts sur le même chemin de l'espoir et de la transformation d'Haïti, en reconnaissant et en respectant la voix de son peuple et ses besoins. Lumarque conclut en disant que « Malgré tout le tumulte international au sujet d'Haïti, le sentiment partagé par la majorité des Haïtiens est que nous sommes seuls dans le monde. Le véritable changement de paradigme dont nous parlons s'imposera peut-être au moment où nous assumerons notre solitude et accepterons de nous réunir, de nous réunir pour de bon, comme une seule femme et comme un seul homme, pour reprendre avec dignité le chemin tracé par nos pères fondateurs au prix de tant de sacrifices ».

## B. La situation politique en Haïti et la question de l'insécurité

*Sabine Manigat<sup>9</sup>*

La situation en Haïti doit être comprise comme une crise complexe qui oscille entre une « normalisation » obligatoire de ses dysfonctionnements et la réalité historique d'un État réduit, qui ne remplit pas ses fonctions essentielles et ne répond pas aux besoins de la population. Dit autrement, l'insécurité est une forme de réponse à la crise politique, et en même temps l'un de ses corollaires. La crise actuelle semble réduire les opportunités pour Haïti à un scénario où la seule issue perçue serait comme une conversion en un espace dominé par les activités humanitaires.

<sup>9</sup> Professeur-chercheur à l'Université d'État d'Haïti et à l'Université Quisqueya.

La crise en Haïti se déroule par étapes. Le point de non-retour pour les institutions politiques se situe autour des élections de l'an 2000, au moment où le mouvement de Jean-Bertrand Aristide cherche à concentrer un pouvoir absolu. Ce contrôle marque le début de la crise et ouvre la voie, après le départ obligé d'Aristide, à la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH, 2004). C'est à cette époque, que se renforce l'influence des forces politiques sur les quartiers populaires, initiée déjà sous le gouvernement d'Aristide. Plus tard, le tremblement de terre de 2010 viendra consolider un système de partis qui dépendent du soutien de ces quartiers pour assurer leur pouvoir.

Après 2010, les institutions de l'État en Haïti commencent à se détériorer rapidement. L'oligarchie prend le contrôle et organise les forces politiques en fonction de ses intérêts. Dans le même temps, les forces politiques qui soutiennent ces secteurs se fragmentent et luttent pour le contrôle des différentes parties de l'appareil d'État. Ce processus culminera avec l'échec de la tentative d'organisation des élections en 2015, qui traduit l'effondrement total du système politique haïtien. Les retards, les manifestations populaires et les conflits de pouvoir aboutiront à l'élection de Jovenel Moïse en 2016, avec un processus électoral déjà profondément délégitimé. Depuis lors, Haïti n'aura pas réussi à organiser d'élections locales, législatives ou présidentielles, laissant le pays sans représentants légitimes.

En 2018, une protestation contre l'augmentation du prix de l'essence se transforme rapidement en révolte populaire dans les grandes villes, qui révèle l'effondrement des institutions et leur perte de légitimité. Chaque étape ajoutera de nouveaux éléments à l'insécurité politique et sociale croissante, et viendra aggraver les luttes entre factions et la crise dans le pays. La gouvernance est mise en suspens. L'insécurité se cristallise dans ces luttes et dans cet abandon du mandat de gouverner. Ceux qui contrôlent les institutions et l'opposition financent et/ou soutiennent les groupes mafieux par l'intermédiaire de leurs associés dans les quartiers populaires. D'où son caractère essentiellement territorial.

L'insécurité en Haïti a trois conséquences principales. Tout d'abord, elle déplace les priorités des citoyens, priorisant leur précarité et minimisant leurs demandes et leurs besoins. Deuxièmement, elle remplace les antagonismes sociaux, étant donné que les exactions des groupes criminels se concentrent sur les quartiers populaires, affectent leur cohésion sociale et paralysent la population. Troisièmement, les activités de ces groupes produisent un « trompe-l'œil » politique, une illusion de contrôle et de stabilité qui amplifie le pouvoir de ces factions.

Au cours des deux dernières années, la perception qui s'est imposée est que « 80 pour cent de Port-au-Prince est sous le contrôle des gangs ». Bien que ce chiffre soit incertain et ne reflète pas toute la réalité, il est clair que ces groupes occupent les principales voies d'entrée et de sortie de la ville. Occupation qui serait appuyée par des alliances entre certains secteurs de l'oligarchie et les gangs, qui profiteraient mutuellement du commerce illicite.

En dépit des qualificatifs communément associés à Haïti (État défaillant, prédateur, excluant), il existe une demande persistante pour un État formel qui n'a jamais connu de conditions historiques pour répondre aux intérêts de sa population. Cette faiblesse structurelle a été historiquement influencée par l'intervention de nations étrangères telles que la France, les États-Unis d'Amérique et la République Dominicaine, qui ont façonné le système politique haïtien et entravé ses possibilités pour construire une souveraineté effective. Outre ces acteurs historiques, le nouvellement formé *Core Group* (composé de l'Allemagne, le Brésil, le Canada, l'Espagne, les États-Unis d'Amérique, la France, l'Union européenne, l'OEA et les Nations Unies) exerce un contrôle visible sur le pays et influence sa politique de façon toujours moins dissimulée.

Malgré la faiblesse de l'État, Haïti dispose d'organisations dynamiques, notamment au sein de la société civile, qui revendiquent les droits de l'homme et la lutte contre la corruption, ainsi que d'organisations de base : de paysans et de syndicats, au niveau régional. Ces organisations mettent en œuvre des stratégies défensives pour répondre à leurs besoins en matière de sécurité, et pour lutter contre la corruption et l'impunité. En instaurant une justice populaire et en installant barricades et barrières, elles tentent de freiner l'avancée des groupes criminels, ce qui témoigne d'une résistance locale et d'une capacité d'autodéfense territoriale. Avec cette résistance, la société civile pose une question constante et critique : « Où est l'État ? », réclamant la présence et la responsabilité d'un gouvernement absent.

L'avenir, à première vue, présente des défis et des solutions. Les principaux défis sont : rétablir le contrôle de l'État sur le territoire et assurer la sécurité des citoyens ; reconstruire les institutions administratives et politiques ; et répondre aux urgences humanitaires et économiques. Les solutions résident dans l'inévitable normalisation de la situation politique et la perspective d'une profonde dépendance à long terme. À moins que l'agréable surprise de nouveaux paradigmes n'émerge ?

### C. La situation politique en Haïti et la question de l'insécurité

*Nelson Sylvestre<sup>10</sup>*

Avant d'analyser la situation en Haïti à partir du concept d'insécurité, il faut fondamentalement s'interroger d'abord sur ce que signifie la sécurité, afin d'établir les critères qui permettront de définir son absence dans le contexte national. La sécurité est à la fois une problématique et un problème. En tant que problème, elle exige des solutions concrètes ; mais en tant que problématique, elle requiert un débat approfondi. En ce sens, la sécurité est principalement présentée comme une question de gouvernance et de gouvernabilité. La gouvernance fait référence aux processus et aux institutions de gouvernance, tandis que la gouvernabilité fait elle référence à l'art de gouverner. Dans cette perspective, les deux concepts sont interdépendants, en cela qu'ils requièrent compétences et capacités. Pour Haïti, la question se pose de savoir comment déléguer l'art de gouverner à ceux à qui ces qualités font défaut.

Compétences et capacités se démontrent par des actions : on ne peut pas appeler chef de famille celui qui ne guide pas sa famille, ou dirigeant celui qui ne sait pas gouverner ou qui n'a pas les compétences pour le faire. En Haïti, la problématique de la sécurité est intrinsèquement liée aux questions de gouvernance et de gouvernabilité, éléments qui ont marqué l'histoire de la République. En plein 2024, Haïti semble encore être en phase de construction d'un projet d'État.

La sécurité implique un État fondé sur la protection, le bien-être, la prévention et le contrôle. Si ces critères ne sont pas remplis dans un contexte où des gouvernants sont présents, alors il y a problème ; le résultat est ce que l'on observe aujourd'hui en Haïti. Arriver à un État idéal nécessite aussi d'éliminer les menaces et les dangers qui affectent la paix et l'intégrité du territoire.

En Haïti, le pouvoir, entendu comme l'exercice effectif des fonctions de contrôle, n'est pas une caractéristique évidente. Du point de vue de l'État, le pouvoir devrait être lié à l'autorité ; cependant, en Haïti, il a davantage été considéré comme moyen par lequel les dirigeants accèdent et exercent leur contrôle. Ainsi, lorsqu'on a un président ou un premier ministre, il ne s'agit pas toujours de personnalités ayant les capacités et les compétences nécessaires pour répondre aux besoins de la population.

La situation politique en Haïti traduit l'échec de la construction d'un État, car, depuis son indépendance, il n'y a pas eu de consensus sur le système juridico-politique à adopter. Bien que la République ait été proclamée, il n'y a pas eu d'accord sur les mesures à prendre pour gérer le territoire et répondre aux besoins de la population. L'absence de consensus a donné lieu à une lutte constante pour le pouvoir, dont l'objectif a rarement été de créer des changements réels et positifs. Dans ce contexte, la problématique de la sécurité doit être comprise comme une urgence nationale. Une véritable solution consisterait à mettre fin à cette situation politique répétitive et à lancer un processus de changement social.

### D. Un regard sur l'insécurité en Haïti à la lumière de l'expérience mexicaine

*Sergio Aguayo<sup>11</sup>*

Lors des élections de décembre 1990 en Haïti, organisées avec la participation d'observateurs internationaux, l'un des aspects les plus remarquables est l'intense effervescence aux meetings de Jean-Bertrand Aristide, ainsi que la fugacité de l'intervention étrangère dans la construction de la démocratie.

<sup>10</sup> Il a été professeur-chercheur à l'Université d'État d'Haïti (1992-2023) et à l'Universidad Nacional Autónoma de México (2022-2023).

<sup>11</sup> Professeur-chercheur au Colegio de México.

Ce processus met en évidence les attentes irréalistes qui peuvent parfois surgir chez les populations lorsque des formules externes sont appliquées sans une compréhension profonde du contexte local.

Ces apprentissages produisent une transformation de l'approche de l'observation électorale au Mexique, la faisant passer d'un domaine réservé aux personnalités à une véritable participation citoyenne. L'Académie Mexicaine des Droits Humains (AMDH) organise à San Luis Potosí la première mission d'observation citoyenne, comptant 300 observateurs déployés, en collaboration avec le Centre Potosino des Droits Humains (CEPODHAC). Cette expérience pionnière établira un modèle plus inclusif et plus engagé dans la surveillance démocratique à échelle locale.

Les expériences en Haïti, elles, aident à comprendre que la connaissance devient pouvoir lorsqu'elle est combinée à l'action citoyenne, donnant lieu à un modèle de « recherche-action ». Tout comme Haïti aura joué un rôle clé dans le développement de cette perspective, le Mexique peut également apporter des connaissances pratiques pour lutter contre le crime organisé. Un facteur à prendre en compte dans cet échange est que les deux pays sont liés par une problématique à caractère transnational. C'est pourquoi, depuis douze ans, on observe la présence réitérée d'un système criminel dans le bassin des Caraïbes, qui repose sur cinq éléments : les drogues, les armes, l'argent, la migration et les idées. Les deux pays font partie de ce système, mais à différents niveaux.

Au Mexique, la géopolitique, le présidentialisme sans contrepoids et des conditions favorables au crime organisé ont été des facteurs qui ont limité les succès du gouvernement fédéral dans la lutte contre le crime, depuis l'époque de Miguel de la Madrid jusqu'au gouvernement d'Andrés Manuel López Obrador. Alors que le gouvernement fédéral a échoué, le pouvoir local, lui, a obtenu de meilleurs résultats, notamment à Coahuila. Des résultats qui s'accompagnent en grande partie d'une participation citoyenne.

Le modèle de les Zetas est analysé comme un exemple extrême de brutalité et de contrôle territorial, avec une logique plus militaire que criminelle. Ce modèle se caractérise par des pratiques d'extorsion et de perception de rançons et droits de péage, au-delà du trafic de drogue. Composé de troupes d'élite ayant déserté, les Zetas s'est développé avec cette composante d'extorsion comme axe central, en imposant un système de profit par tous les moyens pouvant générer des revenus.

Face à ce scénario, l'une des questions pertinentes est la suivante : qui a contribué à la défaite des Zetas entre 2007 et 2016 à La Laguna ? La région de La Laguna à Coahuila est une région stratégique, où les Zetas arrivent en 2004 pour s'emparer d'une bonne partie du territoire afin de dominer les routes vers les États-Unis d'Amérique. La défaite finale de ce groupe aura été possible grâce à l'intervention de multiples acteurs : les États-Unis d'Amérique, le gouvernement fédéral, les gouvernements des états et, fondamentalement, la société.

Dans une approche de recherche-action, on peut conclure que sans la participation de la société, il n'est pas possible de parvenir à la paix. Cette découverte a permis la construction d'un modèle basé sur le capital social, qui s'appuie sur une approche mathématique et des sondages dans différentes villes afin d'évaluer si une société tend vers un état de droit ou vers le crime organisé.

La recherche révèle que certaines valeurs peuvent faire pencher la population vers la criminalité, tandis que la lutte contre le crime organisé est renforcée par le capital social de groupes divers, tels que les entrepreneurs, les organisations de victimes, les médias, les universités, les églises et les organisations de la société civile (OSC). En particulier les entrepreneurs, qui sont ceux qui dirigent généralement les négociations avec les autorités. La participation de chacun de ces acteurs est multiforme et spontanée, mais converge vers des consensus spécifiques qui renforcent la cohésion de la lutte contre la criminalité. Des modèles qui favorisent la réussite dans cette lutte ont été identifiés : s'attaquer aux groupes les plus violents, renforcer délibérément les organisations à capital social positif et appuyer un effort coordonné à moyen terme entre les trois niveaux de gouvernement.

Bien que ces modèles produisent des connaissances utiles, chaque cas doit être analysé dans son propre contexte, afin de formuler des réponses à des questions fondamentales telles que : comment construire du capital social pour contenir la violence extrême ? Et comment créer des havres de paix liés au tissu social ?



### III. Commentaires sur le groupe 1

#### A. Perspectives pour faire face à l'insécurité

*Jean Eddy Saint Paul<sup>12</sup>*

L'insécurité en Haïti et la construction de nouveaux paradigmes est un sujet qui révèle des champs paradigmatiques opposés et des conflits. Pour en débattre avec objectivité, il est essentiel de se poser quelques questions clés : de quel point de vue aborde-t-on l'insécurité en Haïti ? Est-il pertinent de considérer les différents types d'insécurité (politique, sociale, économique et alimentaire) qui touchent la société haïtienne ? Faut-il analyser les causes de ces insécurités ?

Bien que ces types d'insécurité en Haïti soient interdépendants, chacun possède sa propre dynamique et ses propres caractéristiques. Les perspectives adoptées pour leur étude ne sont pas neutres, car elles répondent à des cadres théoriques abstraits qui influencent l'interprétation de la réalité. Pour comprendre la crise en Haïti, il est essentiel d'analyser le rôle du complexe militaro-industriel dans la production de cette insécurité, en particulier dans un pays qui ne fabrique pas d'armes automatiques ni de munitions. Comprendre ce qui se passe en Haïti exige de poser un regard critique sur l'impact de l'impérialisme et la vente d'armes, qui est une entreprise lucrative pour les fabricants d'armement des États-Unis d'Amérique mais qui aggrave la violence.

Dans le passé comme dans le présent, des individus et des collectifs trouvent des opportunités d'enrichissement dans la « machine de production » de l'insécurité en Haïti. Cette dynamique donne lieu à des activités criminelles diverses, incluant le trafic de drogue, et reflète une réalité où l'insécurité est le produit d'une combinaison complexe de facteurs internes et externes. Comprendre pleinement cette situation requiert une analyse en profondeur de la formation sociale du pays.

Les formes multiples d'insécurité qui menacent l'existence de la société haïtienne sont le résultat d'un long processus historique de violence structurelle et d'une élite dirigeante qui n'encourage ni l'égalité ni l'éthique sociale, alors qu'elle opère dans une dynamique de camaraderie politico-juridique. En Haïti, la politique est considérée comme moyen d'enrichissement personnel, historiquement contrôlée par une élite qui fait preuve de mépris pour la communauté. Ainsi, l'État est devenu le principal transgresseur des normes, perpétuant un système d'exclusion et d'inégalité qui accentue profondément les conditions d'insécurité et de vulnérabilité dans le pays.

---

<sup>12</sup> Il est professeur au Brooklyn College.

## B. La triple crise

*Neydi Cruz*<sup>13</sup>

En plus du problème de l'insécurité en Haïti, il faut aussi s'attaquer à la « triple crise » qui touche ce pays des Caraïbes et le monde à la fois : le changement climatique, la perte de biodiversité et la pollution par les déchets. La crise environnementale, exacerbée par les processus de production et de consommation, a un impact significatif sur les pays insulaires comme Haïti.

Les futurs débats devront tenir compte du changement climatique et de son impact en termes de la sécurité alimentaire en Haïti, car l'insécurité dans ce pays est liée à la vulnérabilité environnementale à laquelle nous sommes confrontés à l'échelle mondiale. Il est également crucial d'analyser ces questions dans une optique de « santé unique », qui montre bien comment la santé humaine dépend de la santé de la planète. Cette approche pourrait être centrale dans le prochain agenda de développement.

En ce qui concerne la coopération internationale, il est essentiel de faire la distinction entre assistance, aide et coopération. L'aide humanitaire et l'assistance technique internationale n'ont pas toujours constitué un schéma de coopération en Haïti, coopération comprise comme un travail en collaboration avec le pays bénéficiaire. Entre 2002 et 2022, Haïti a reçu, selon le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, 12 milliards 445 millions de dollars, dont 50 pour cent ont été consacrés aux services sociaux et aux infrastructures, et un quart à l'éducation et aux secteurs productifs. Ce constat soulève des questions importantes : que se passe-t-il dans la coopération avec Haïti ? Quelles sont les priorités, qui les définit et qui les écoute dans cette relation de coopération ?

Pour répondre à ces questions, il est essentiel en tant que peuples frères, que nous désapprenions la façon dont la relation avec Haïti a été construite, et que nous repensions les actions de coopération, afin d'obtenir des résultats différents et plus durables.

## C. Les axes pour l'analyse de l'insécurité

*Stephen Baranyi*<sup>14</sup>

La crise de gouvernance et de sécurité en Haïti a des racines historiques profondes, exacerbées par les pratiques inadéquates d'acteurs internes, tels que les élites, et externes. Les conséquences que subit le pays illustrent comment un « État de façade » peut dévier les priorités des citoyens, laissant la population sans représentation effective et ses besoins à la dérive.

Malgré cette crise, il faut souligner le travail des acteurs locaux qui, grâce à l'auto-organisation, mettent en œuvre des stratégies de défense, qui révèlent des solutions alternatives pour garantir leur sécurité et leur bien-être face à l'absence de l'État.

Dans l'optique du récit d'espoir collectif promu par le séminaire, il est essentiel d'inclure des propositions réalisables et complètes dans l'analyse de l'insécurité en Haïti. Voici quelques-uns des axes qu'il faudrait continuer à explorer :

- Reconfiguration/épuration du Conseil présidentiel de transition sous une autre optique. Cette mesure soulèverait des questions clés pour surmonter la crise, à savoir : comment les organisations de base et d'autres secteurs peuvent-elles s'impliquer et proposer des solutions pour un changement réel ?
- Renforcement des capacités de la police nationale (et de la force multinationale). Cette proposition explore les moyens d'impliquer les mouvements féministes dans le processus, afin d'enrichir et de transformer l'institution dans une perspective inclusive et sensible aux besoins des femmes. Que proposent les secteurs populaires dans ces domaines ?

<sup>13</sup> Représentant du Projet de Diplomatie Publique de l'Union Européenne au Mexique, au Costa Rica et au Panama.

<sup>14</sup> Professeur à l'Université d'Ottawa.

- Organisation d'élections libres et transparentes. Cet axe implique de mener un processus électoral fondé sur la légitimité, la justice et la réparation, de façon à refléter la volonté du peuple haïtien et à répondre à ses besoins de manière transparente et équitable.

Ces axes visent à proposer la construction d'une structure de sécurité et de gouvernance qui réponde véritablement aux demandes de la société haïtienne, en adoptant un chemin vers la stabilité et le renforcement institutionnel ; pour cela, il faudra une écoute attentive des demandes et des propositions issues des bases.

## D. Questions cruciales

*Peter Hakim*<sup>15</sup>

Le thème de cette conférence représente un grand défi, en cela qu'au-delà des réponses ou des idées concrètes qu'il propose, il soulève d'autres questions cruciales. En voici quelques-unes :

- Comment pouvons-nous appréhender le cas haïtien ? Cette question suscite des inquiétudes en raison du peu d'intérêt affiché par les gouvernements comme celui des États-Unis d'Amérique, du Canada et de certains pays d'Amérique latine tel que le Brésil, qui évitent actuellement d'aborder ce sujet. Cette posture laisse Haïti en isolement dans la gestion de ses propres processus internes à un moment de grande difficulté, et il semble peu probable que la situation change avec les prochaines élections présidentielles aux États-Unis d'Amérique. De plus, on observe une attitude d'indifférence de la part de son voisin la République Dominicaine, qui entreprend des actions peu solidaires sur des questions telles que la migration.
- Pourquoi ne connaissons-nous pas le montant des investissements étrangers en Haïti ? Le manque d'informations opportunes et pertinentes au sujet des fonds destinés au pays soulève de sérieux questionnements. Ce manque de données empêche une analyse claire des ressources investies et de leurs résultats productifs.
- Combien de temps encore durera l'aide extérieure ? Cette question porte à réfléchir sur ce dont Haïti a réellement besoin pour développer un système d'emploi et de distribution d'aliments.

Le monde est replié sur les besoins propres à chacun, et ces questions illustrent plutôt un désintérêt qu'un véritable engagement de la part de la communauté internationale vis-à-vis d'Haïti. Cette indifférence soulève de sérieuses inquiétudes. La conférence pourrait ouvrir les discussions autour d'une question clé : de quoi avons-nous besoin pour avancer en ce moment ? Bien que cet espace n'apporte pas de solutions à tous les problèmes, il offre un scénario pour poser la question des possibilités concrètes d'action qui existent.

## E. La coopération avec Haïti

*Ernesto Campos Tenorio*<sup>16</sup>

Haïti a été façonné par une vision d'État failli, non seulement en raison des crises politiques auxquelles le pays a été confronté, mais aussi en raison de l'ingérence constante de la communauté internationale, qui ne lui a pas permis de choisir sa propre voie et a influencé la perception du monde vis-à-vis du pays. L'intervention de certains pays de l'Organisation des États américains (OEA) a été particulièrement contraignante, en conditionnant tout appui. Cette incompréhension de la part de la communauté internationale concernant les aspirations des Haïtiens pour leur développement est inacceptable.

Pour réorienter la coopération, il convient de soutenir Haïti sur la base de ses propres décisions, tout en écoutant et en respectant les voies que le pays choisira. Dans le cas contraire, l'intervention internationale échouera à nouveau. En ce sens, le Mexique, aux côtés d'autres pays, a la capacité diplomatique pour faciliter ce processus, non pas en tant que leader, mais en tant que facilitateur qui puisse appuyer l'autodétermination d'Haïti. La communauté internationale devra permettre à Haïti de diriger la réception et l'administration des ressources, afin de définir sa propre voie vers le développement.

<sup>15</sup> Président émérite et membre de l'Dialogue interaméricain.

<sup>16</sup> Ambassadeur à la retraite et ancien représentant intérimaire du Mexique à l'OEA.



## IV. Groupe 2. Séance du soir du 22 octobre 2024

### A. Histoire et société : hypothèses pour l'avenir

*Jean Casimir<sup>17</sup>*

L'histoire coloniale d'Haïti commence avec la colonisation française, qui transforme l'île en colonie d'exploitation. Cette transformation impliquera la substitution des pratiques locales de subsistance par un système de plantation esclavagiste, mené par le commerce mercantiliste. La mise en place du Système de l'exclusif (monopole de la métropole sur les activités économiques de sa colonie) et du Code Noir, reflètent cette exploitation brutale des ressources et des personnes au profit de la métropole.

L'administration coloniale établit un système de classification et de contrôle qui réduit les habitants à de simples instruments de production. Cependant, les premières populations d'Haïti développent, elles, une identité collective fondée sur la résistance aux diktats coloniaux. Elles utiliseront le *kreyòl* comme symbole d'identité et d'unité, qui leur permettra de construire une communauté résiliente dans un contexte hostile.

La nation haïtienne naît de l'opposition des esclaves et des marginaux aux objectifs impérialistes français. La communauté autonome qui s'établit à Saint-Domingue sera organisée en opposition à l'État. Elle obtient son indépendance en 1804 en dépit des pressions extérieures constantes. Cependant, la non-reconnaissance et l'exclusion économique par les puissances coloniales affectent profondément la souveraineté du nouvel État.

En réponse à l'exploitation coloniale, Haïti développe un système de valeurs alternatif à celui de la plantation, donnant la priorité à la protection de la vie, à l'autonomie et au bien-être collectif plutôt qu'à l'accumulation de richesses. Ce modèle restera étranger à la modernité et opposé à l'hégémonie coloniale, offrant une alternative économique propre.

L'indépendance d'Haïti sera atteinte dans des conditions de dévastation, d'absence de ressources matérielles, et face à une diplomatie hostile. L'occupation américaine de 1915 rétablit des pratiques extractives et répressives, établissant une élite économique déconnectée de la population rurale et subordonnée à des intérêts étrangers, avec l'appui d'une armée qui partage ce modèle. La répression culturelle et sociale empêche le développement d'un système autonome en Haïti.

---

<sup>17</sup> Professeur à l'Université d'État d'Haïti.

Pour faire face à sa fragilité et à son indépendance, dans un monde qui ignore son histoire de résistance à la modernité, Haïti doit préserver et diffuser sa culture, allant de ses croyances religieuses à ses pratiques sociales, afin de renforcer son identité dans le contexte mondial actuel.

L'élite traditionnelle haïtienne, au cours des deux derniers siècles, semble avoir tenté, en vain, de négocier un mode de vie acceptable avec les puissances occidentales. Ce système dominant aura affiché un eurocentrisme superficiel, alors que ses opérateurs adopteront en privé les principes et les valeurs de la culture opprimée. La Garde nationale, suivie de l'armée haïtienne (l'Armée d'Haïti), puis des Tontons macoutes et aujourd'hui des gangs armés, auront tous reçu leurs armes de la même source. Les derniers en date se consacrent aujourd'hui à couper les villes de leurs sources nationales d'approvisionnement, tout en opérant au sein de la culture nationale, et tout en étant, pour la plupart kréolophones.

Toute tentative pour déchiffrer les intentions des puissances métropolitaines qui installent et contrôlent les dirigeants d'Haïti serait futile. Au cours des XVIIe et XVIIIe siècles, aucune puissance n'aura aidé les Haïtiens à se libérer de l'esclavage. Plus tard, au XIXe siècle, malgré les efforts des dirigeants haïtiens, le pays reste isolé. Entre 1915 et 1934, les États-Unis d'Amérique ont occupé Haïti, et leur influence et celle d'autres acteurs internationaux ont continué à être présentes.

Pour avancer vers l'avenir, Haïti devra d'abord reconnaître son extrême fragilité et l'isolement auquel elle a été condamnée, en raison du diagnostic précoce qu'elle aura fait vis-à-vis des pièges de la modernité. Deux voies s'ouvrent à elle, toutes deux nécessaires pour un même processus : premièrement, Haïti doit reconnaître son lien historique avec les secteurs marginaux et leurs acteurs, depuis l'époque de la piraterie jusqu'à aujourd'hui, avec une diaspora qui vit au sein des métropoles coloniales ; deuxièmement, il faut aussi comprendre et partager les connaissances au sujet de la genèse d'Haïti en opposition à la modernité et la façon dont ses ancêtres se sont opposés à l'État à l'occidental.

## **B. La coopération internationale en Haïti : la construction de nouveaux paradigmes**

*Glodel Mezilas*<sup>18</sup>

Le titre de cet article évoque deux aspects clés : d'abord, que la coopération internationale en Haïti a été un échec ; ensuite, que cet échec appelle à la construction de nouveaux paradigmes. Pour identifier de meilleurs modèles de coopération, il faut poser deux questions essentielles : d'où vient cet échec, et comment l'expliquer ?

La réponse à ces questions passe par la recherche des causes de cet échec dans la nature de la coopération aussi bien que dans la structure de l'État haïtien. Pour ce faire, des entretiens ont été menés avec des acteurs impliqués dans les processus de coopération afin d'approfondir la question.

Les entretiens révèlent que l'une des principales raisons de l'échec de la coopération internationale en Haïti réside dans l'autonomie avec laquelle les acteurs extérieurs opèrent sur le territoire national, sans contrôle de l'État. Cette situation génère une déconnexion avec les besoins réels de la population, car ces acteurs administrent leurs ressources de façon indépendante, avec leurs propres mécanismes, comme pour les ONG. En établissant leurs propres systèmes, ces organisations rivalisent avec les structures locales, créant des tensions qui réduisent l'efficacité de la coopération.

Cette autonomie est également liée au leadership limité de l'État haïtien. Si ce modèle de coopération ne change pas, le développement et le renforcement des capacités locales seront non seulement entravés, mais cela intensifiera également l'ingérence extérieure, perpétuant la dépendance et entravant le progrès.

La crise, du point de vue de la coopération internationale, est à la fois conjoncturelle et systémique. Conjoncturelle, d'une part, car elle semble être devenue la seule constante. Systémique, d'autre part, car il s'agit d'une situation de longue date qui s'ajoute aux éléments de pouvoir transnationaux.

<sup>18</sup> Diplomate haïtien depuis 1999, il a été Directeur des organismes internationaux de la Chancellerie.

Le changement de cette dynamique exige un nouveau modèle de coopération qui réponde aux besoins de la population haïtienne, et non à des intérêts géopolitiques. Il est évident que le paradigme sur lequel la coopération s'est construite est inefficace, car elle atteint rarement ses objectifs. De plus, ce système de coopération est lié à une crise mondiale qui dépasse le multilatéralisme et la multipolarité, mais est entrée dans une période de *non-polarité*, où il n'existe pas de centre de pouvoir clair.

Le nouveau paradigme de coopération devra prendre en compte non seulement les crises en Haïti, mais aussi les inefficacités du système international. En ce sens, il devra offrir un schéma construit sur la *non-polarité*, sur un consensus qui réponde aux nouvelles réalités.

Dans le cas d'Haïti, le pays devra construire sa coopération sur la base de sa tradition culturelle et de ses capacités internes, à travers un modèle qui sera mené par le pays lui-même. Les modalités de coopération devront être repensées, dans le respect des valeurs locales, sans perdre de vue l'importance de la coopération Sud-Sud dans cette nouvelle approche.

### C. Souveraineté du mal : comprendre le terrorisme sexiste en Haïti

Sabine Lamour<sup>19</sup>

La violence de genre en Haïti est une forme de « terrorisme sexiste » qui vise à soumettre et à déstabiliser la société haïtienne, et en particulier les femmes. Depuis 2015, les cas de violence sexuelle, y compris les viols collectifs, ont considérablement augmenté, devenant un outil de contrôle qui cherche à dissoudre le tissu social. Ces agressions impliquent non seulement une violence sexuelle extrême, mais comprennent également la torture et l'exposition publique des victimes. Autant d'actions conçues pour porter atteinte à la dignité collective.

Avec ce terrorisme sexiste, on observe une complicité et une négligence des autorités haïtiennes, qui, en collaboration avec des acteurs internationaux, permettent aux élites politiques et économiques d'opérer sans restriction. Ce contexte contribue à la perpétuation de cette violence sexiste et de l'insécurité généralisée, dans un environnement où l'impunité est la norme et où les mesures de protection des femmes et des filles haïtiennes sont pratiquement inexistantes, mettant en évidence une absence de volonté politique.

Le nombre de féminicides en Haïti atteint des niveaux alarmants et touche les femmes de tous âges. Ces actes de violence extrême traduisent non seulement un mépris pour la vie et la dignité des femmes, mais consolident également un système patriarcal et mafieux qui utilise la violence comme mécanisme de contrôle territorial et politique, dans l'indifférence de l'État.

L'insécurité érode l'espace public et restreint les droits des femmes, qui sont contraintes de se retirer de la vie publique face au contrôle croissant des gangs armés dans des zones clés, telles que la capitale, Port-au-Prince. Cette occupation génère des déplacements massifs et détruit le tissu social, réduisant les possibilités de mobilisation ou de résistance collective.

L'analyse cible aussi le rôle de la coopération internationale, qui, malgré le financement de programmes de lutte contre la violence sexiste, permet la circulation d'armes et de capitaux illicites qui accentuent la vulnérabilité et la précarité de la vie en Haïti. L'absence d'enquête et de documentation exhaustive sur ces crimes perpétue le cycle de la violence et de l'oppression.

La violence contre les femmes en Haïti est présentée non seulement comme un problème social, mais aussi comme une stratégie de contrôle social et politique, tolérée et même facilitée par des acteurs étatiques et transnationaux. Cette situation empêche le développement d'une société juste et équitable, et met en évidence la nécessité de repenser le rôle de tous les acteurs dans la construction d'une Haïti sûre et respectueuse des droits humains.

L'augmentation de la violence à l'égard des femmes reflète une perte progressive du droit à l'autodétermination du peuple haïtien, qui exclut les femmes de la vie politique et conduit à une fragmentation et un affrontement entre les communautés, et qui, en somme, limite la possibilité d'un consensus pour surmonter la crise multidimensionnelle que traverse actuellement le pays.

---

<sup>19</sup> Professeure invitée à l'Université de Brown et depuis 2018 professeure à l'Université d'État d'Haïti.

## D. La (in)sécurité en Haïti en termes de : genèse, discours, dynamiques et réformes

*Roberson Édouard<sup>20</sup>*

L'insécurité en Haïti, après la pauvreté, est devenue l'un des thèmes centraux qui définissent la situation du pays. Elle constitue un problème complexe, aux racines historiques, structurelles et externes. Cette insécurité, et la violence qui l'accompagne, ne doivent pas être analysées uniquement dans une perspective criminalistique ou d'ordre public ; elles sont plutôt la conséquence d'un héritage de violence coloniale, d'injustice sociale et d'inégalité structurelle. L'approche limitée qui a prédominé jusqu'ici, renforcée par les médias et les acteurs internationaux, alimente un discours qui génère de la peur et légitime les interventions répressives, sans toucher les problèmes profonds et systémiques que connaît le pays.

L'insécurité en Haïti est, en réalité, le résultat de facteurs historiques et structurels, où la violence et le contrôle ne sont pas des phénomènes récents ou purement internes. Ils proviennent d'une histoire de colonialisme et d'exploitation, ainsi que d'un système d'impunité qui a rendu difficile la construction d'un État capable de garantir la justice et le bien-être pour tous. Dans ce contexte, le concept d'insécurité est utilisé comme un « joker » qui masque une série de problèmes interconnectés et qui nécessite une compréhension multidimensionnelle qui tienne compte des aspects économiques, environnementaux et de santé publique. Il faut absolument identifier ceux qui définissent l'insécurité et selon quels critères, car ces définitions conditionnent à la fois les perspectives d'analyse et les justifications pour une intervention externe.

La dépendance de l'État haïtien vis-à-vis d'acteurs extérieurs, couplée à un modèle de sécurité basé sur des interventions étrangères - ladite « république des ONG » -, affaiblit les institutions haïtiennes et limite la possibilité de construire un système de sécurité réellement durable. Ce modèle, fondé sur l'aide internationale, a créé un État qui dépend d'autres acteurs qui ne répondent pas toujours aux besoins locaux.

Face à ce scénario, il est incontournable d'adopter un nouveau paradigme de sécurité qui considère cette dernière comme un bien commun et qui favorise la participation d'acteurs sociaux divers. Cette nouvelle approche devrait offrir des perspectives à court, moyen et long terme, afin de s'attaquer à l'insécurité aux racines, grâce à l'adoption de mesures préventives, de politiques inclusives, et au renforcement de la cohésion sociale, plutôt que de dépendre uniquement des interventions étrangères.

Repenser le concept de sécurité en Haïti implique de passer d'un modèle répressif et de contrôle externe à un modèle construit de l'intérieur, adapté aux réalités locales, et qui renforce l'autodétermination du pays. Cette transformation est essentielle pour qu'Haïti atteigne une souveraineté authentique et durable, qui résiste aux pressions des acteurs nationaux et internationaux, et ainsi construire un nouveau paradigme de la (in)sécurité qui fasse de la sécurité multidimensionnelle (économique, sociale, publique, culturelle, résidentielle, sanitaire) un bien commun, partagé entre tous sans exception.

---

<sup>20</sup> Il est co-directeur du Centre de recherche et d'échange sur la sécurité et la justice (CRESEJ), dont il est co-fondateur.

## V. Commentaires sur le groupe 2

### A. Besoin de réorientation de la coopération internationale

*Daniel Alberto Cámara Ávalos<sup>21</sup>*

Les réflexions du séminaire sont fondamentales pour tous ceux qui sont engagés sur le cas d'Haïti, et mettent l'accent en particulier sur la crise de corruption au sein des institutions publiques haïtiennes. Cette situation soulève des questions essentielles au sujet des causes de cette corruption et de l'administration des ressources financières, ouvrant la voie à une analyse approfondie des structures et des pratiques institutionnelles qui affectent l'administration et la distribution des fonds de la coopération dans le pays.

Le scénario d'Haïti après le tremblement de terre de 2010 illustre l'un des échecs les plus notables de la coopération internationale, en raison de l'exclusion de la société haïtienne dans le processus de reconstruction. Bien que des tentatives aient été faites pour coordonner les efforts avec les autorités haïtiennes, la coopération a été dirigée par des acteurs externes ayant leurs propres agendas, tandis que la classe politique locale, déconnectée des besoins de sa population, n'y a pas répondu de façon efficace. Cette déconnexion entre les fonds de la coopération et les priorités nationales a produit un environnement dans lequel une grande partie des millions de dollars destinés à Haïti ont été détournés vers les salaires, les loyers, les véhicules blindés et les équipements, laissant dans le pays moins de dix cents pour chaque dollar investi.

Cette expérience a accru le mécontentement envers la coopération internationale, perçue comme une mobilisation de ressources sans résultats tangibles. L'expérience mexicaine propose, elle, que les donateurs collaborent avec les organisations de la société civile (OSC) locale, pour assurer une coopération plus efficace et qui soit alignée sur les besoins d'Haïti.

La coopération mexicaine en Haïti se concentre actuellement sur des domaines stratégiques tels que la sécurité, car elle reconnaît que si le problème de l'insécurité n'est pas résolu, il sera difficile de mettre en œuvre d'autres projets de développement. Cette approche inclut la formation des forces armées et de la police nationale, et depuis 2018, le Mexique soutient la création d'une nouvelle force armée d'Haïti. Cependant, il est entendu que la sécurité ne sera pas résolue uniquement par des mesures de contrôle, mais qu'il est nécessaire de s'attaquer aux causes structurelles telles que l'alimentation, l'éducation et la santé de la population.

---

<sup>21</sup> Directeur général pour les organismes et mécanismes régionaux au Ministère des affaires étrangères (SRE).

En outre, un autre domaine de la coopération entre le Mexique et Haïti envisage la création d'une Chaire Mexique-Haïti, en collaboration avec les institutions éducatives, dans le cadre des 95 ans de relations diplomatiques entre nos deux pays. Cette initiative viserait non seulement à renforcer les liens historiques entre les deux pays, mais aussi à accorder une reconnaissance aux contributions d'Haïti à l'indépendance de l'Amérique latine. En effet, Haïti a été par le passé un symbole de liberté, et aujourd'hui la communauté internationale, en particulier l'Amérique latine, a une dette de solidarité et de soutien envers ce pays des Caraïbes.

## B. Les femmes haïtiennes, l'inégalité et le pouvoir

*Rosario Aparicio<sup>22</sup>*

Dans la perspective de l'économie féministe, il faut analyser la situation des femmes en Haïti en termes d'accès aux postes de décision, au marché du travail et aux ressources économiques pour leur subsistance. Être une femme en Haïti implique de faire face à des formes d'inégalités et d'oppression multiples, bien qu'il existe également de nombreuses histoires de résistance et de résilience.

Les femmes haïtiennes, comme pour de nombreux pays d'Amérique latine, ont peu d'opportunités d'accéder à des emplois formels ou à des postes de pouvoir, en raison de la persistance de stéréotypes de genre qui associent le leadership à des qualités traditionnellement masculines.

Malgré la ratification de plusieurs conventions internationales pour la protection et la promotion des droits des femmes, l'égalité et la non-discrimination, ainsi qu'un quota de 30 pour cent de représentation féminine à tous les niveaux de prise de décision, les femmes haïtiennes restent exclues de la gouvernance et de la vie publique. Haïti se situe au septième rang mondial parmi les pays où la participation des femmes au parlement est la plus faible.

Les femmes haïtiennes sont sous-représentées dans tous les domaines de la prise de décision, allant des élections à la mobilisation sociale et civique. Elles occupent à peine 30 pour cent des postes de ministres, étaient représentées à hauteur de 2,7 pour cent à l'Assemblée nationale en dernière instance, et à hauteur de 11,7 pour cent au sein de la Police nationale. Par ailleurs, il n'y a actuellement aucune femme au Conseil Supérieur du Pouvoir Judiciaire, et elles représentent seulement 10 pour cent à 12 pour cent du système judiciaire.

Parmi les facteurs qui expliquent cette faible présence des femmes aux postes de pouvoir, on peut citer les stéréotypes négatifs sur leur capacité de leadership, la violence politique et électorale, la dévalorisation de leur pouvoir politique et l'absence de cadres réglementaires garantissant le respect du quota des 30 pour cent.

Cette réalité révèle l'absence de politiques publiques inclusives, qui sont nécessaires pour surmonter les obstacles auxquels sont confrontées les femmes haïtiennes, car, lorsque les politiques ne sont pas conçues dans une perspective de genre, elles perpétuent souvent les inégalités. En conséquence, l'accès des femmes aux ressources économiques nécessaires à une vie digne est limité. En Haïti, de nombreuses femmes se retrouvent dans l'économie informelle, où les salaires sont bas et les conditions de travail précaires.

En ce qui concerne la participation au travail, les indicateurs de l'Organisation internationale du Travail (OIT) montrent un panorama inégal. La participation des femmes haïtiennes à la population active est de 48,4 pour cent, contre 66 pour cent pour les hommes, ce qui reflète la disparité persistante dans l'accès au marché du travail formel en Haïti.

Malgré ces chiffres, on constate que les femmes haïtiennes ont été à l'avant-garde de la lutte pour le changement, en organisant des marches de protestation, en créant des coalitions et en travaillant avec des organisations internationales pour promouvoir les droits humains et l'égalité sociale.

<sup>22</sup> Chercheuse associée au Séminaire sur le Travail et les Inégalités au Colegio de México.

## C. Repenser un nouveau paradigme de coopération

*Gabriela Sánchez Gutiérrez<sup>23</sup>*

Chacun des exposés de ce panel apporte des perspectives fondamentales, et met en évidence plusieurs idées fortes :

- L'une des questions centrales est de savoir pourquoi Haïti ne parvient pas à surmonter ce contexte si critique et si difficile. Pour comprendre cette réalité, il faut avoir une vision historique à long terme qui permette d'analyser Haïti dans son contexte passé, présent et futur. Sans cette approche historique, la compréhension profonde de la complexité de votre situation se perd.
- Une autre perspective clé pour comprendre ce qui se passe en Haïti est d'observer sa réalité à travers le prisme de la coopération internationale et de reconnaître les causes de son échec. Elle soulève la nécessité de réfléchir aux effets différenciés que la coopération Sud-Sud pourrait avoir en Haïti. Les preuves indiquent que, bien que présentée comme une alternative, la coopération Sud-Sud reproduit souvent les tendances des modèles traditionnels. Et donc, il faut bien se demander de quelle coopération nous parlons, et de quel type de coopération Haïti a-t-elle vraiment besoin ?
- L'insécurité en Haïti présente une complexité profonde ; il ne s'agit plus seulement de sa récurrence mais de la cruauté avec laquelle les crimes sont commis, qui nous invite à nous demander comment prévenir cette violence, et comment affecte-t-elle particulièrement les jeunes haïtiens ?

Les réflexions soulevées par ces panels génèrent de multiples questions pour les universités. Que doivent-elles faire au-delà de la production de recherche, et quelles sont les connaissances vraiment utiles pour produire une influence sur la société ? Ce séminaire invite aussi à penser un nouveau paradigme de coopération, basé sur l'essence conceptuelle de « travail en commun sur la base d'un objectif commun ». Des espaces comme celui-ci facilitent la rencontre entre les acteurs et la construction de possibles alternatives. Le défi est énorme et doit être posé à partir de l'action de réflexion et des connaissances appliquées, de façon à générer des changements significatifs.

---

<sup>23</sup> Directrice de l'Institut de recherche Dr. José María Luis Mora.



## VI. Groupe 3. Séance matinale du 23 octobre 2024

### A. Haïti : les défis de l'espoir... le pourquoi d'une utopie et d'un pari gagnant

*Randolph Gilbert*

Haïti, désignée comme la première république noire du nouveau monde, fait face à une situation complexe de pauvreté, d'exclusion et de violence, aggravée par l'instabilité politique et le contrôle des gangs sur la région métropolitaine de Port-au-Prince. Depuis l'assassinat de Jovenel Moïse en 2021, le pays a connu divers arrangements politiques de transition, parmi lesquels la formation récente d'un Conseil présidentiel de transition en 2024.

En termes économiques, Haïti vit une « descente aux enfers » depuis plusieurs années. Le produit intérieur brut (PIB) a connu une baisse constante depuis 2018, avec des prévisions de contraction de -3 pour cent à -4 pour cent en 2024. D'autres indicateurs, tels que l'inflation annuelle de 30 pour cent, le déficit de la balance des paiements et la dépréciation monétaire accélérée, révèlent la fragilité économique du pays. Avec un PIB en 2019 de 15 milliards de dollars, bien inférieur aux 89 milliards de son voisin la République Dominicaine, Haïti produit nettement moins et fait face à un taux de pauvreté multidimensionnel de 41 pour cent.

Bien qu'ils partagent la même île et une frontière de près de 400 kilomètres, les deux pays ont connu des développements économiques et sociaux nettement différents. Dans les années 1970, les deux pays avaient des niveaux de PIB similaires, mais leurs chemins se sont éloignés, en partie dû aux politiques de libéralisation dans le cadre du consensus de Washington, qui ont eu un impact négatif sur Haïti.

La migration est une autre question importante. Depuis le début du XXe siècle, de nombreux Haïtiens migrent vers la République Dominicaine à la recherche d'un emploi. Aujourd'hui, elle est encore l'une des principales destinations de la migration haïtienne. Cependant, cette situation génère des tensions et des rapatriements constants. Les autorités dominicaines ont récemment annoncé qu'elles atteindraient un quota hebdomadaire de déportations pouvant aller jusqu'à 10 000 personnes. Cette déclaration est alarmante en raison des conditions dans lesquelles ces déportations sont effectuées et de la violation des droits humains des migrants haïtiens.

Sur le plan social, la violence des gangs et le déplacement interne touchent près de 700 000 personnes. En outre, 40 pour cent de la population vit dans l'insécurité alimentaire. Ce phénomène, accentué par la pénurie et le coût élevé des produits de base, est étroitement lié au manque d'infrastructures adéquates et à la perturbation des chaînes d'approvisionnement.

L'instabilité politique est une constante depuis la chute de la dictature de Duvalier, et Haïti est encore considérée comme un État fragile. L'absence d'un contrat social efficace et la prolifération de petits groupes politiques ayant une représentativité limitée entravent la consolidation démocratique et la paix durable.

Malgré ces obstacles, Haïti est un symbole de résistance et d'espoir, illustré par la riche culture du pays en termes de poésie, de peinture, de littérature et de musique. Tout cela invite à repenser l'action de solidarité internationale qui accompagne la renaissance de la nation, et d'en appeler à une union des voix, afin de faire face aux défis historiques et contemporains d'Haïti.

Dans cette réflexion, Haïti et la République Dominicaine auront le grand défi de traiter les tensions et les préjugés qui ont surgi historiquement entre les deux pays. Au lieu d'encourager les divisions, ils pourraient travailler ensemble pour surmonter les barrières historiques et construire des liens de solidarité qui reflètent leur proximité géographique et culturelle. Cette idée s'inscrit dans le cadre d'une perspective qui établit que les préjugés ne sont pas innés mais acquis, et peuvent donc être désappris et remplacés par des relations de coopération et de respect mutuel.

## **B. Haïti : la pauvreté, l'inégalité et la faiblesse institutionnelle à l'origine de l'insécurité ?**

*Bénédictine Paul<sup>24</sup>*

Les racines profondes de la pauvreté, des inégalités et de la fragilité institutionnelle en Haïti sont des éléments qui perpétuent l'insécurité et limitent le développement. La violence urbaine et l'insécurité sont analysées comme des phénomènes historiques et structurels, résultat de l'exclusion sociale institutionnalisée depuis les premières années de l'indépendance. Ces conditions ont créé des zones d'extrême vulnérabilité, notamment dans les bidonvilles qui sont aujourd'hui les épicentres de cette insécurité.

Haïti est l'un des pays de la région aux revenus les plus faibles, avec un PIB par habitant de seulement 1 693 dollars en 2023, par rapport à d'autres pays des Caraïbes, comme les îles Vierges, qui atteignent plus de 85 000 dollars. L'inégalité est également alarmante, reflétée par un indice de Gini de 41,1, qui indique de grandes disparités dans la répartition des revenus. La pauvreté et l'insécurité sont étroitement liées, car la violence et les conflits aggravent l'instabilité et accentuent la pauvreté, touchant de façon disproportionnée la population en situation d'exclusion.

L'insécurité en Haïti a évolué pour devenir un *business* pour certains secteurs, où les institutions de sécurité ont perdu de leur crédibilité en raison de la corruption et du manque de contrôle efficace. Cette perception se reflète dans le fait que seulement 2 pour cent de la population fait confiance à la police, ce qui témoigne de la détérioration des institutions et du scepticisme généralisé. Depuis l'assassinat du président Moïse en 2021, la violence et la criminalité organisée se sont accrues, et une grande partie de la population a le sentiment de vivre dans un « état de siège » constant, avec des groupes armés qui opèrent librement.

Pour relever ces défis, une approche globale est recommandée, qui comprend un renforcement institutionnel, la réduction de la pauvreté et des inégalités, et une stratégie de sécurité qui implique à la fois l'intégrité du système judiciaire et la lutte contre la corruption. En outre, elle souligne également la nécessité de freiner l'approvisionnement en armes et d'appliquer une justice ferme mais juste, qui évite les politiques d'amnistie et favorise des sanctions efficaces. Dans cette recherche de solutions, l'insécurité en Haïti ne peut pas être comprise uniquement comme un problème national, car ses effets transcendent les frontières et affectent toute la région, y compris la République Dominicaine.

---

<sup>24</sup> Directeur du département d'Agro-Socioéconomie de l'Université Quisqueya.

### C. Le défi posé par les migrations internationales dans la région de l'Amérique latine : le cas de la population haïtienne au Chili

*Silvia Giorguli*<sup>25</sup>

La migration haïtienne en Amérique latine occupe de plus en plus de place dans la recherche sur la mobilité régionale, motivée par la volonté de comprendre les dynamiques migratoires et leurs interconnexions avec d'autres flux dans la région, comme la relation entre le Mexique et sa diaspora aux États-Unis d'Amérique. Cette migration présente des tendances et des défis communs, qui font d'Haïti un cas particulier dans l'analyse des caractéristiques de la mobilité migratoire, par rapport à d'autres groupes, tels que les Vénézuéliens, les Cubains et les Nicaraguayens.

Haïti a une longue tradition migratoire, qui a donné lieu à des réseaux de soutien et à une dynamique auto-soutenable, dans laquelle les flux migratoires successifs sont renforcés par les contacts et les ressources des migrants précédents. Cependant, depuis 2010, on observe une augmentation significative de la migration haïtienne, et cette tendance s'est maintenue jusqu'en 2020. Cet accroissement répond à des facteurs économiques, sociaux et politiques en Haïti, exacerbés par des événements critiques comme le tremblement de terre de 2010, qui ont poussé de nombreux Haïtiens à chercher de nouvelles opportunités à l'étranger.

Ces flux migratoires se caractérisent par un équilibre entre les sexes, avec une participation féminine significative (45,5 pour cent) et une légère prédominance masculine (54,5 pour cent). Selon des données récentes, le nombre total de migrants haïtiens dans le monde s'élève à 1 769 671 personnes, soit 15,7 pour cent de la population totale d'Haïti en 2020. Chiffre qui invite à la réflexion au sujet de l'ampleur de l'émigration haïtienne et à une comparaison avec d'autres pays de la région. Dans des pays comme la Jamaïque, Le Salvador, la République bolivarienne du Venezuela et le Nicaragua, une partie importante de la population vit à l'extérieur, ce qui révèle une tendance commune de la mobilité en Amérique latine et dans les Caraïbes.

La diaspora haïtienne, en plus de continuer à s'accroître, a diversifié ses points de destination entre 2010 et 2020. En 2010, les migrants haïtiens se rendaient principalement aux États-Unis d'Amérique, en la République Dominicaine, au Canada et en France. Pour 2020, bien que ces destinations restent importantes, on observe une expansion vers d'autres pays d'Amérique latine, en particulier le Chili et le Brésil. Ce changement reflète une adaptation des schémas migratoires haïtiens, stimulés par les opportunités d'emploi dans les pays émergents de la région.

Pour mieux comprendre le processus d'intégration de la migration haïtienne dans les pays d'accueil, une enquête ethnographique a été menée, qui se concentre sur les processus postérieurs à l'arrivée. Cette enquête permet de savoir ce qu'il advient des migrants haïtiens une fois installés dans le pays d'accueil, et d'analyser leur vie quotidienne et leur adaptation, en particulier dans les zones urbaines où la plupart des migrants s'installent. À Santiago du Chili, par exemple, 206 personnes ont été interrogées, et les données montrent des similitudes avec la migration vénézuélienne en termes d'âge et de composition familiale ; la plupart sont des jeunes adultes et des travailleurs. Cependant, la population haïtienne est déjà plus ancienne au Chili, ce qui pourrait impliquer une plus grande familiarisation avec le marché du travail et les services urbains.

Les migrants haïtiens à Santiago entretiennent un lien étroit avec leurs familles en Haïti, en particulier avec leurs enfants qui sont restés au pays, ce qui implique des flux constants de transfert de fonds. Dans le même temps, on observe un processus d'enracinement au Chili, où certaines familles ont déjà entamé une nouvelle génération d'enfants nés à Santiago, indiquant un projet de séjour à long terme.

La régularisation et l'obtention de documents ont été fondamentales dans le processus d'intégration. De nombreux Haïtiens sont arrivés au Chili uniquement avec leur passeport, mais au moment de l'enquête, ils avaient déjà réussi à régulariser leur statut, chose remarquable dans le contexte chilien. Cet accès à la régularisation facilite leur participation au marché du travail formel et leur accès aux services de base, aspects essentiels pour une pleine intégration.

---

<sup>25</sup> Présidente du Colegio de México.

En termes éducatifs, les migrants haïtiens à Santiago ont des niveaux de scolarité relativement élevés, avec une forte proportion de niveau baccalauréat et une certaine proportion ayant complété au moins une année d'études universitaires. Ce profil éducatif facilite leur insertion professionnelle, bien qu'il soulève des questions au sujet de la compatibilité entre leur formation académique et les opportunités d'emploi disponibles.

Les données d'occupation reflètent un taux d'emploi élevé chez les migrants haïtiens, avec 87,7 pour cent chez les hommes et 63,3 pour cent chez les femmes. Les hommes travaillent principalement dans des secteurs tels que la manufacture, la construction, les transports et les services personnels, tandis que les femmes se concentrent dans les services personnels, le commerce et le travail ambulancier. Cette participation active au marché du travail suggère un effort significatif d'adaptation, mais elle est également confrontée à des défis, tels que l'accès à des emplois qui correspondent aux niveaux de qualification.

Malgré des expériences de discrimination dans les espaces publics et au travail, les migrants haïtiens ont réussi à progresser dans leur processus d'intégration au Chili, même au milieu de perceptions anti-immigration croissantes. Cependant, ces données soulèvent également des questions pour les recherches futures : dans quelle mesure est-ce que le niveau d'éducation des migrants haïtiens est compatible avec les possibilités d'emploi disponibles dans le pays d'accueil ?

#### **D. Justice transitionnelle : quelles opportunités pour la réconciliation et la prévention de l'insécurité en Haïti ?**

*Youdeline Chérizard<sup>26</sup>*

La justice transitionnelle constitue un mécanisme potentiel de réconciliation et de prévention de l'insécurité en Haïti. Face aux graves violations des droits humains commises au cours de la dernière décennie, y compris les massacres, meurtres et viols perpétrés par les gangs armés, ce type de justice représente une opportunité de restauration de la paix sociale et de justice pour les victimes. En 2024, diverses organisations de la société civile proposent un dialogue national et la création d'une commission justice et sécurité pour faire face à ces problèmes.

Cette approche de la justice se comprend comme un ensemble de mesures (enquête, recherche de la vérité, réparations, réformes institutionnelles et mémoire historique) qui visent à lutter contre les violations massives des droits humains et à établir les responsabilités, à rendre la justice et à permettre la réconciliation. Au fil des ans, il a été adopté dans plusieurs pays qui avaient connu des contextes de violence importants, tels que l'Argentine, le Chili, le Pérou et l'Afrique du Sud, qui offrent tous des leçons précieuses pour Haïti.

Actuellement, Haïti fait face à une grave crise, avec 3 638 homicides signalés au cours du seul premier semestre de 2024, et plus de 700 000 personnes déplacées en raison de la violence armée, selon les données de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Au cours d'une récente attaque de gangs à Pont Sondé, plus de 70 personnes ont été tuées, dont des femmes et des enfants, ce qui illustre le niveau de violence qui sévit dans le pays. Le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) estime que plus de 500 000 enfants ne sont pas scolarisés en raison de l'insécurité, et lors de la récente réouverture de l'année scolaire (octobre), il a été signalé qu'au moins 78 100 élèves ne sont pas retournés à l'école.

La proposition d'une Commission de Vérité, Justice et Réparation en Haïti a pour objectif de documenter les crimes, d'identifier les responsables et de recommander des mesures de réparation pour les victimes. Cependant, le contexte de dysfonctionnement judiciaire, où les tribunaux parviennent rarement à mener des procès équitables, soulève des doutes sur l'efficacité de ces efforts.

En plus de la violence, Haïti est confronté à la nécessité d'élucider et de corriger les grands cas de corruption tel que le scandale Petrocaribe, dans lequel 3,8 milliards de dollars ont été détournés. Les fonds en question, fruits d'une alliance entre Haïti, d'autres pays des Caraïbes et la République bolivarienne du Venezuela, étaient destinés à l'acquisition de pétrole dans des conditions préférentielles. Cependant, l'affaire implique quatre présidents et six gouvernements, et est devenu un symbole de la corruption qui a gravement érodé la confiance du public et réduit les ressources nationales.

<sup>26</sup> Barreau de la ville de Gonaïves, Haïti.

L'assassinat de Jovenel Moïse exige également des réponses claires quant aux responsables et aux motifs du crime. Cet assassinat en 2021 a marqué un tournant dans la crise politique et institutionnelle d'Haïti, générant un vide de pouvoir et accentuant la méfiance à l'égard des institutions de sécurité et de justice. Cette affaire est cruciale pour établir la vérité et les responsabilités, car le manque de justice autour de son assassinat a approfondi la perception de l'impunité et exacerbé la violence et l'insécurité dans le pays.

Intégrer à la fois l'affaire Petrocaribe et l'assassinat de Moïse dans les mécanismes de justice transitionnelle permettrait non seulement de faire avancer l'enquête sur les acteurs impliqués, mais enverrait également un message d'engagement en faveur de l'état de droit et de la protection des droits humains, éléments essentiels pour une paix durable en Haïti.

Pour mettre en œuvre une justice transitionnelle en Haïti, il faut un contexte de stabilité et de volonté politique, ainsi que des réformes structurelles dans le système judiciaire et les institutions publiques, pour restaurer la confiance de la population dans l'État de droit. Inspirée des modèles d'Amérique latine et d'Afrique, la justice transitionnelle en Haïti est perçue comme un outil adaptable qui pourrait aider à clore des chapitres de violence et éviter leur répétition.

## E. Un récit d'espoir pour Haïti : pourquoi le revendiquer et comment le construire ?

Charles Clermont<sup>27</sup>

Kafou Lespwa (carrefour de l'espoir) se présente comme un effort pour redéfinir le récit d'Haïti et dépasser les visions limitées qui ont historiquement enfermé le pays dans une « crise permanente ». La *régénération*, dans ce contexte, ne cherche pas seulement à changer les politiques ou les structures ; elle implique une renaissance profonde qui englobe tous les aspects de la société et permet aux Haïtiens d'imaginer un avenir plus prometteur.

Pour atteindre ce changement, il est important de revoir et de remettre en question le modèle mental collectif, soit l'ensemble de croyances, façonné par des récits externes. Un exemple clair est l'image publiée en 1987 par la revue *National Geographic*, qui montre une frontière marquée entre les niveaux de végétation d'Haïti et de la République Dominicaine, accompagnée de l'affirmation selon laquelle Haïti aurait une « couverture végétale de 2 pour cent ». Ce chiffre, largement cité mais fondé sur une perception superficielle et erronée, a renforcé la vision d'une Haïti dévastée et sans ressources.

Des études récentes suggèrent que la réalité est beaucoup plus complexe et diversifiée, avec au moins un tiers du territoire haïtien recouvert de forêts ou d'arbustes adaptés à son terrain montagneux. Cependant, l'image et le chiffre diffusé par la *National Geographic* ont laissé une empreinte profonde, qui contribue au récit négatif que les Haïtiens eux-mêmes ont fini par accepter comme la vérité, et qui nourrit une perception de désespoir.

Haïti est sujet de politiques de développement depuis plus d'un demi-siècle, avec des interventions dans le domaine économique, politique et social. Cependant, ces politiques n'ont pas atteint leurs objectifs de développement et d'amélioration des conditions de vie dans le pays. Cet échec a été attribué non seulement aux obstacles locaux, mais aussi à l'application d'approches erronées et de conceptions inadéquates de la part des donateurs. Le manque de contextualisation et de sensibilité aux besoins et capacités réelles des communautés haïtiennes a rendu ces initiatives insoutenables ou inappropriées, augmentant ainsi la dépendance et affaiblissant la confiance envers le développement autonome du pays.

Au lieu de remettre en question la conception et la pertinence des projets, Haïti et son *morally repugnant elite* (MRE), une élite accusée de favoriser ses propres intérêts au détriment du bien-être collectif, ont souvent été accusés comme les responsables. Cette approche simpliste ignore la responsabilité des organismes internationaux et des donateurs dans la conceptualisation et la mise en œuvre de politiques qui ne répondent souvent pas à la réalité haïtienne.

---

<sup>27</sup> Membre fondateur de Kafou Lespwa, plateforme de collaboration citoyenne.

Bien que la Banque mondiale ait effectué son autocritique sur certaines de ses approches, le phénomène de la « Fatigue haïtienne » persiste, une fatigue exprimée par la communauté internationale face à la perception de la crise en Haïti comme un phénomène irrésolvable. Cette vision, au lieu de s'attaquer aux failles des modèles de coopération, contribue à perpétuer le cycle de dépendance et l'image négative du pays.

Kafou Lespwa cherche précisément à rompre avec ces visions déformées, en favorisant une collaboration élastique entre les Haïtiens eux-mêmes, qui permette de reconstruire la confiance et la vision partagée d'un avenir prospère. En remettant en question les stigmates et les statistiques inexacts, le projet encourage un changement de mentalité qui renforce l'estime de soi et le sens des capacités collectives de la population haïtienne, la préparant à une régénération réelle et durable.

Les membres de Kafou Lespwa et une grande partie de la population haïtienne aspirent à un scénario de « Soley Leve » (une nouvelle aube), qui serait atteignable grâce à un effort collectif impliquant tous les secteurs de la société. Ce scénario souligne l'importance d'une vision partagée qui reconnaît et valorise les ressources humaines et sociales internes d'Haïti.

Pour étendre la vision de la *régénération* au reste du pays, Kafou Lespwa est conçu comme un « conteneur » ou un espace sûr où des stratégies peuvent être développées sans la pression des résultats immédiats. Kafou Lespwa prévoit de catalyser un réseau de changement qui peut se propager rapidement par le biais de connexions informelles et d'alliances flexibles. Cette stratégie reconnaît que les changements significatifs nécessitent une approche systémique et une expansion du microcosme des participants engagés vers le macrocosme de la société haïtienne.

## VII. Commentaires sur le groupe 3

### A. La migration et la situation économique, politique et sociale d'Haïti

Schwarz Coulange Meroné<sup>28</sup>

L'existence d'une enquête ethnographique permet de compléter l'analyse quantitative avec des informations qualitatives, en offrant une compréhension plus profonde des expériences, des défis et des dynamiques d'intégration des migrants. En ce qui concerne l'étude de la migration, il faudrait réaliser de nouvelles phases de l'enquête, en sachant surtout que la migration haïtienne est dynamique et répond à la fois aux politiques migratoires et aux conditions dans les pays d'origine et de destination.

Par exemple, les politiques migratoires des États-Unis d'Amérique exercent une influence notable sur les flux migratoires haïtiens. Un cas concret est l'impact de programmes tels que la *parole humanitaire* et la plateforme *CBP One*, mis en œuvre en 2023, qui ont facilité le processus d'entrée pour un nombre de migrants. Cependant, la suspension de ces programmes a également un effet significatif sur les décisions des personnes. Compte tenu de tout cela, il convient d'analyser la migration comme un système plus large.

Dans ce séminaire, en plus de la migration, un accent particulier a été donné à la question de la situation économique, politique et sociale d'Haïti. Les informations présentées offrent un diagnostic sombre de la réalité vécue dans le pays. Un scénario qui, à bien des égards, est décourageant. Au cours des sessions, il a été démontré que cette situation n'est pas récente ; il s'agit d'un reflet de problèmes historiques persistants, qui se sont intensifiés au fil des décennies.

Cette crise est aggravée par des conflits non résolus, un manque de cohésion dans les visions de développement, une fragilité institutionnelle extrême et une violence structurelle qui remontent à 1806 avec l'assassinat de l'empereur Jean Jacques Dessalines. Tous ces facteurs ont créé un environnement où les problèmes se perpétuent, affectant profondément les possibilités de stabilité et de progrès dans le pays.

Ce séminaire a permis de comprendre que, pour surmonter la crise en Haïti, il est essentiel d'aborder la situation dans toute sa complexité. Il est nécessaire d'agir sur un diagnostic précis, en identifiant à la fois les causes et les conséquences des problèmes qui affectent le pays. En ce sens, une réflexion a été menée sur le fait que les Haïtiens ne sont pas les seuls responsables de leur situation ; des forces extérieures ont également joué un rôle important dans la configuration de la réalité à laquelle Haïti est confronté.

---

<sup>28</sup> Expert en questions migratoires.

Fort de cette compréhension, il est fondamental de reconnaître l'identité de résistance qui définit Haïti. Malgré les difficultés, Haïti n'a pas perdu son esprit d'espoir et de rébellion face aux influences extérieures. C'est un pays qui refuse de disparaître et qui s'érige encore comme symbole de résistance, s'opposant à la cooptation par des forces qui voudraient lui imposer un destin. C'est un peuple qui exige d'être reconnu et respecté, un peuple qui ne veut pas se soumettre aux diktats des autres.

## **B. Un plaidoyer pour la reconnaissance de la fraternité, de la dignité, de la résistance et de l'apprentissage dans la recherche de l'espoir**

*Adalberto Saviñón Díez de Sollano*<sup>29</sup>

Ce séminaire a été un espace efficace de dialogue entre Haïtiens sur la situation de leur pays, offrant un forum sûr pour un échange sur les visions d'avenir. Il s'agit, en plus, d'un pays que beaucoup de Mexicains portent dans leur cœur. Les réflexions présentées ici révèlent qu'il y a eu en Haïti un démantèlement des Organisations de la Société Civile (OSC) locales, résultat de l'ingérence d'acteurs extérieurs et d'une perspective salvatrice de l'extérieur, qui a miné leur autonomie et leur capacité d'action.

L'expérience d'Haïti en termes de gestion des ressources et des projets de développement offre des leçons précieuses pour d'autres pays du monde. Des situations récentes, telles que les réponses aux catastrophes naturelles à Acapulco, au Mexique, mettent en évidence des parallèles avec Haïti, et invitent à la réflexion au sujet de la présence d'étrangers sur un territoire, qui en voulant imposer des modèles externes, peuvent ignorer les réalités locales. Même dans son propre pays, on peut devenir « étranger » lorsque les contextes locaux dans lesquels les urgences surviennent ne sont pas compris et vécus.

Au cours du séminaire, un modèle a été présenté qui met en évidence un triangle interdépendant de variables fondamentales dans la réalité haïtienne : pauvreté, inégalité et institutionnalisme. Ces relations sont systémiques et complexes, traversées par différentes échelles et contextes différenciés. En outre, des domaines de recherche émergents ont été présentés, qui nécessitent plus d'approfondissement, tels que les « économies de l'insécurité », qui est un phénomène qui affecte Haïti mais qui est également présent au Mexique.

Les thèmes soulevés invitent également à réfléchir à la façon dont les Haïtiens sont perçus dans les flux migratoires, et aux actions à mettre en œuvre pour formuler des politiques publiques qui répondent à leurs besoins sans tomber dans les stéréotypes. Sur ce chemin vers l'avenir et l'espoir, la méthode de ce séminaire souligne l'importance non seulement d'identifier les « pourquoi », mais aussi les « comment ». Cette approche implique des actions concrètes pour construire des alliances solidaires et horizontales entre pays, villes, universités et autres acteurs, comme les églises. Ces acteurs peuvent mettre en avant des récits non stigmatisants et mobiliser des ressources autour de projets emblématiques, qui pourront être développés grâce à des rencontres systématiques, pour donner suite aux efforts de ce séminaire.

Il faut aussi voir quel type de plaidoyer peut être développé pour positionner Haïti dans l'agenda national (Mexique) et régional (Amérique latine et Caraïbes), et dans des espaces très importants, comme le Sommet des Amériques, qui se tiendra en 2025 en République Dominicaine. Il faudrait également voir comment avoir une influence sur des instruments tels que le Tratado entre México, Estados Unidos y Canadá (T-MEC), pour aborder des questions qui concernent la sécurité, telles que le commerce illégal des armes, identifié comme un facteur exacerbant de l'insécurité dans ce séminaire.

Repenser ce problème commence par la reconnaissance de cette fraternité partagée dans la douleur, la dignité, la résistance et l'apprentissage, dans la recherche de l'espoir. Cette approche doit transcender la géopolitique et inspirer un changement des mentalités, non seulement chez les Haïtiens mais aussi chez les acteurs extérieurs et leur façon de percevoir Haïti, leur mode d'écoute et de réponse à leurs demandes, et tirer les leçons de ces expériences.

<sup>29</sup> Directeur du Centre Lindavista, Mexique.

## VIII. Clôture

Ce séminaire a été un espace fondamental pour approfondir la question des défis et des opportunités auxquels Haïti est confrontée dans le contexte actuel. Au cours des différentes sessions, les causes et les conséquences de l'insécurité dans le pays ont été identifiées, reconnaissant la complexité du contexte et ouvrant la porte à un avenir plein d'espoir. Le séminaire a laissé ouvert les débats qui invitent à réfléchir à l'avenir encore plus en profondeur. Dans cette ouverture au dialogue, trois questions critiques ont été soulevées qui continueront d'être des sujets centraux de l'analyse et de la discussion :

- L'influence des forces extérieures sur le récit d'Haïti : ce premier thème invite à réfléchir à l'impact des forces extérieures sur la construction d'une stratégie médiatique et historique autour d'Haïti, un récit qui s'est consolidé autour de trois mots clés : pauvreté, insécurité et violence. Comme démontré par les exposés, ces termes, en raison de leur complexité et des différentes interprétations qu'ils suscitent, limitent le regard et empêchent de voir au-delà d'une vision simpliste et réductrice.
- Cependant, il faut aussi reconnaître que cette image radicale convient à certains acteurs et secteurs internationaux qui, grâce à ces perceptions, reçoivent fonds et soutiens pour perpétuer un système de coopération qui n'est pas toujours transformateur. La remise en question de ces images est essentielle pour ouvrir la voie à une collaboration internationale optimiste, qui respecte la souveraineté d'Haïti et qui répond aux besoins de la population.
- Justice transitionnelle et reconstruction de la mémoire historique : dans le cadre de la justice transitionnelle, la question se pose de savoir comment aborder les violations des droits humains commises sous la dictature des Duvalier et quel rôle pourraient jouer les diasporas dans ce processus de justice et de réconciliation.
  - La réconciliation en Haïti devra adopter un regard historique, qui permette de reconstruire la vérité sans laisser de côté aucun acteur, et de conserver la mémoire des abus de la dictature, afin de ne pas oublier le passé et d'éviter qu'il ne se reproduise.
  - La justice transitionnelle pose également d'autres défis, notamment celui de la négociation avec les chefs de gangs, une question qui divise les opinions et dont la modalité est incertaine. Les questions sur la possibilité et la pertinence d'amener les chefs de bandes criminelles à une table de dialogue ouvrent un débat sans réponses claires, et soulignent le besoin d'analyser chaque cas en fonction de ses acteurs et de ses contextes spécifiques.

- La relation de Kafou Lespwa avec le gouvernement et le changement de mentalité en Haïti : cette troisième question nous amène à explorer comment Kafou Lespwa, une initiative indépendante et non partisane, peut établir une relation avec le gouvernement afin d'encourager un changement de mentalité en Haïti.
  - Bien que Kafou Lespwa entretienne un dialogue avec le Conseil présidentiel, son auto-définition comme organisation non partisane limite sa participation directe à la politique gouvernementale. Cependant, son potentiel pour influencer la transformation des attitudes et des perceptions est significatif. Ce séminaire a jeté les bases pour explorer comment ce type d'alliances et de collaborations peuvent ouvrir des voies de transformation qui respectent l'indépendance des organisations impliquées.

Les sujets de discussion du séminaire serviront de base pour consolider les dialogues et les efforts de coopération dans un cadre systématique et interinstitutionnel. En ce sens, le Colegio de México veut maintenir et renforcer ces dialogues, à travers le renforcement de ses relations avec l'Université Quisqueya et l'Université d'État d'Haïti. L'objectif est d'encourager un échange académique respectueux et solide, qui contribue au développement de la recherche, afin de produire des conclusions pour appuyer un appel à l'action.

De même, la CEPALC réaffirme son engagement envers Haïti à travers son mandat, et continuera entre autres à appuyer les chaînes de valeur et à renforcer les capacités gouvernementales, au niveau par exemple des politiques sociales. Ces actions sont essentielles pour doter Haïti des outils nécessaires pour faire avancer son développement dans une optique innovante.

Pour ce qui est des prochaines étapes, le Colegio de México et la CEPALC présenteront les résultats de l'évaluation du programme de bourses pour les 300 étudiants haïtiens, qui constitue un effort clé de développement professionnel à travers la coopération éducative. Cette évaluation aura permis non seulement d'identifier les domaines d'amélioration des actions mises en œuvre par le Mexique, mais aussi de reconnaître les réussites de cette initiative.

Les deux institutions expriment leur intention de continuer à collaborer, de trouver des espaces de dialogue et d'unir leurs efforts pour que la question d'Haïti reste à l'ordre du jour de la recherche et du travail au Mexique, en créant par exemple une chaire Mexique-Haïti.

Elles reconnaissent ainsi le rôle fondamental du Mexique dans la revitalisation de la question d'Haïti. Le Mexique adopte de plus en plus une politique étrangère qui cherche à renforcer de façon significative les relations entre les deux pays, en adoptant une stratégie planifiée et structurée.

Ce séminaire montre bien que les liens entre Haïti et le Mexique continuent à se renforcer. Cet espace a atteint son objectif, qui est de permettre une compréhension plus profonde des défis et des opportunités d'Haïti, et d'obtenir un engagement renouvelé pour continuer à travailler, côte à côte, sur le chemin de l'espoir et de la reconstruction partagée.

Enfin, nous avons souligné non seulement ce que le Mexique peut apporter en termes de soutien et de coopération, mais aussi ce qu'Haïti peut apporter au Mexique à travers ses leçons de résistance, sa richesse culturelle et son esprit résilient. Cette collaboration bidirectionnelle illustre comment les deux pays ont beaucoup à offrir pour construire ensemble un avenir de solidarité, d'espoir et de respect.

## **Annexes**

## Annexe 1 Photographie. Participants et participantes au séminaire : clôture



Source : Elaboration personnelle.

## Annexe 2

### Liste des intervenants et intervenantes du séminaire

Sergio Aguayo Professeur-chercheur Colegio de México	Peter Hakim Président émérite et membre Dialogue interaméricain
Carlos Alba Vega Professeur-chercheur Colegio de México	Sabine Lamour Professeuse invitée Université de Brown et depuis 2018 professeur à l'Université d'État d'Haïti
Rosario Aparicio Chercheuse associée au Séminaire sur le Travail et les Inégalités Colegio de México	Jacky Lumarque Recteur Université Quisqueya depuis 2007
Stephen Baranyi Professeur Université d'Ottawa, Canada	Sabine Manigat Professeuse-chercheur Université Quisqueya
Daniel Alberto Cámara Ávalos Directeur général pour les Organismes et mécanismes régionaux Ministère des affaires étrangères (SRE), Mexique	Jorge Mario Martínez Piva Directeur a.i Siège sous-régional de la CEPALC au Mexique
Ernesto Campos Tenorio Ambassadeur à la retraite et ancien représentant intérimaire du Mexique à l'OEA.	Schwarz Coulange Méroné Expert en questions migratoires
Jean Casimir Professeur Université d'État d'Haïti	Glodel Mezilas Diplomate haïtien depuis 1999 il a été Directeur des Organismes internationaux de la Chancellerie
Youdeline Chérizard Barreau de la ville de Gonaïves, Haïti	Bénédictine Paul Directeur du département d'Agro-Socioéconomie Université Quisqueya, Haïti
Charles Clermont Membre fondateur de Kafou Lespwa, plateforme de collaboration citoyenne, Haïti	Jean Eddy Saint Paul Professeur Brooklyn College, City University of New York, Etats-Unis
Neydi Cruz Représentante du Projet de Diplomatie Publique de l'Union Européenne au Mexique, au Costa Rica et au Panama, Mexique	Gabriela Sánchez Gutiérrez Directrice Institut de recherche Dr. José María Luis Mora, Mexique
Roberson Édouard Professeur-chercheur à l'Université Laval, Canada; Cofondateur et Codirecteur du Centre de Recherche et d'Échange sur la Sécurité et la Justice (CRESEJ), Haïti	Adalberto Saviñón Diez de Sollano Directeur Centre Lindavista, Mexique
Randolph Gilbert Coordonnateur et point focal pour Haïti Siège sous-régional de la CEPALC au Mexique	Nelson Sylvestre Professeur-chercheur Université d'État d'Haïti (1992-2023) et à l'Universidad Nacional Autónoma de México (2022-2023)
Silvia Giorguli Présidente Colegio de México	Gustavo Vega Cánovas Professeur-chercheur Colegio de México

El Colegio de México et la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) ont organisé le Séminaire international Insécurité en Haïti et construction de nouveaux paradigmes à Mexico les 22 et 23 octobre 2024, dans le but d'approfondir les défis critiques auxquels est confrontée la nation caribéenne. Ce document résume les contributions des vingt-six spécialistes qui ont participé au séminaire, couvrant des sujets tels que l'analyse des racines historiques, socioéconomiques, géopolitiques et culturelles qui favorisent l'insécurité en Haïti.

Le séminaire a suscité des réflexions diversifiées parmi ses participants sur les voies possibles pour rompre avec les récits fatalistes qui imprègnent souvent l'analyse d'Haïti et des défis auxquels le pays est confronté. Le rôle crucial des institutions académiques et de la société civile dans la création d'espaces de discussion visant à trouver des solutions viables a été souligné, ainsi que la nécessité de promouvoir une recherche critique et empirique qui favorise des pratiques alternatives de coopération internationale dans la mise en œuvre, tant en Haïti que dans d'autres pays, de politiques publiques durables dans les domaines économique, social et politique.